

## La crise de Warri: le combustible de la violence

I. Sommaire .....	2
II. Contexte.....	3
III. Violences en 2003.....	6
IV. Les élections dans l'Etat du Delta.....	17
V. Le vol de pétrole : « bunkering » .....	20
VI. Les forces de sécurité .....	26
VII. Les armes légères.....	29
VIII. Conclusion.....	31
IX. Recommandations .....	33
Aux gouvernements du Nigeria et de l'Etat du Delta.....	33
Aux gouvernements étrangers, organisations internationales et compagnies pétrolières .....	34
Remerciements.....	36

## I. Sommaire

Le conflit dans l'Etat du Delta du Nigeria pendant l'année 2003 a conduit aux meurtres de centaines de personnes, le déplacement de milliers, et la destruction de centaines de propriétés. Parmi les victimes se trouvent probablement des dizaines qui ont été tuées par les forces de sécurité. Bien que la violence ait des dimensions à la fois politiques et ethniques, il s'agit principalement d'une lutte d'argent. Au Nigeria, le contrôle du gouvernement correspond à un contrôle pratiquement non-vérifié des ressources. L'Etat du Delta, qui produit 40 pourcent du pétrole du Nigeria et reçoit 13 pourcent des recettes des productions de l'Etat, connaît une division particulièrement controversée entre les positions et structures politiques et gouvernementales, pour lesquelles les représentants des différents groupes ethniques se battent. La nature frauduleuse des élections étatiques et fédérales dans l'Etat du Delta en 2003, comme en 1999, signifie qu'il y a peu d'espoir de transformer les structures politiques par les moyens démocratiques, et les élections deviennent un foyer de violence. En plus, les factions en opposition se battent pour le contrôle du vol du pétrole brut, siphonné des pipelines des joint-ventures qui opèrent l'industrie pétrolière du Nigeria, appelé localement «bunkering» (anglais : illegal oil bunkering). Le pétrole siphonné dans des opérations illégales compte pour peut-être 10 pourcent de la production pétrolière du Nigeria, et ceux qui vendent le pétrole volé, ayant des coûts faibles, font des profits énormes de ce commerce. Les hommes politiques, ainsi que les patrons de ce trafic illégal (parfois les mêmes personnes) ont des milices de jeunes armées afin d'assurer leur réélection ou pour défendre leurs opérations. Parmi les autres facteurs qui contribuent au conflit se trouvent la facilité avec laquelle on trouve de petites armes ainsi que l'impunité pour les abus commis par tous les camps, y compris les forces de sécurité, depuis les premiers affrontements sérieux dans l'Etat du Delta en 1997. Enfin, la corruption et la mauvaise gestion du gouvernement ont laissé la région, de laquelle le Nigeria dérive sa prospérité, pauvre et sous-développée et ont créé une large classe de jeunes hommes n'ayant aucun espoir de trouver du travail légitime qui répondrait à leurs ambitions, et qui sont facilement recrutés à la violence.

A cause de l'échelle de la violence durant la dernière année – qui a été décrite à Human Rights Watch par plusieurs personnes comme une guerre – et parce qu'un grand nombre des abus qui auraient été commis l'ont été dans les mangroves qui ont été inaccessibles pendant la plus grande partie de 2003, Human Rights Watch n'a pas pu documenter ces abus d'une manière systématique et compréhensive. Le compte rendu qui suit est en partie basé sur nos propres recherches en septembre 2003, mais aussi sur les rapports d'observateurs informés, parmi lesquels des organisations non gouvernementales (ONG's), des porte-paroles gouvernementaux, des employés des compagnies pétrolières, des journalistes ainsi que les assertions des dirigeants politiques des trois groupes ethniques impliqués dans la violence – les Ijaws, les Itsekiris et les Urhobos. Les gens ordinaires dans tous les camps ont été victimes de violence et continuent de souffrir les conséquences des combats ; mais il semble que les Itsekiris,

le plus petit parmi les trois groupes, ont été les principales victimes de la violence en 2003, pour une grande partie commise par les milices Ijaws organisées. Il y a un besoin urgent d'enquêtes détaillées et objectives et de rapports sur les abus qui ont eu lieu, à la fois par des commissions officielles et par les organisations non gouvernementales, pour mettre fin à l'impunité qui a caractérisé la crise. En particulier, une échelle de la destruction matérielle et des pertes humaines dans les zones fluviales doit être documentée d'urgence. Ceux qui seraient responsables de meurtres et d'autres crimes doivent être menés devant la justice en respectant les procédures légales.

Il sera difficile de trouver une solution permanente qui pourrait mettre fin à la violence dans l'Etat du Delta. Une telle solution doit comprendre à la fois un effort sérieux de la part du gouvernement pour résoudre les questions politiques en dispute, parmi lesquelles l'allocation équitable et efficace des ressources gouvernementales, et la restauration de l'ordre public d'une manière efficace, impartiale et respectueuse des lois par les forces de sécurité. Les personnes responsables des meurtres et d'autres crimes doivent être menés devant la justice. Une solution qui prend en compte toutes les demandes des différents groupes ethniques doit être négociée, et de nouvelles élections devraient être tenues dans l'Etat du Delta, ainsi que dans les autres Etats ou les moniteurs nationaux et internationaux ont conclu que le niveau de fraudes et de violences qui a entouré les élections de 2003 a été tellement élevé que les normes internationales pour des élections démocratiques n'ont pas été respectées. Une contribution pour mettre fin à la violence serait un effort vers la création d'un système de « certification » de l'origine légitime du pétrole brut afin de réduire la demande de pétrole volé et ainsi même les fonds allant à ceux qui organisent une grande partie des milices ethniques.

## II. Contexte

Les tensions qui entourent l'organisation du gouvernement dans la région de Warri, la deuxième ville pétrolière au Nigeria après Port Harcourt précèdent l'indépendance du Nigeria en 1960.<sup>1</sup> Warri même, la ville la plus grande (mais pas la capitale) de l'Etat du Delta, est revendiquée par trois groupes ethniques comme étant leur patrie ; les Itsekiris, les Urhobos et les Ijaws. Les Itsekiris, un petit groupe ethnique composé de quelques centaines de milliers de personnes et dont la langue se rapproche au Yoruba (un des plus grands groupes ethniques du Nigeria), vivent aussi dans des villages parsemés le long des rivières Bénin et Escravos dans les zones mangroves

---

<sup>1</sup> Voir Obaro Ikime, *Niger Delta Rivalry : Itsekiri-Urhobo Relations and the European Presence 1884-1936* (New York: Humanities Press, 1969); T.A Imobighe, Celestine O. Bassey, Judith Burdin Asuni, *Conflict and Instability in the Niger Delta: The Warri Case* (Abuja: Academic Associates Peaceworks, 2002).

vers l'Océan Atlantique. Les Urhobos, un groupe beaucoup plus grand avec quelques millions de membres et proche des peuples parlant l'Edo dans la ville de Bénin, vivent dans la ville de Warri et dans le Nord. Dans le Sud et l'Est, ainsi que dans les mangroves, se trouvent les Ijaws de l'Ouest, qui font partie du groupe ethnique des Ijaws, qui avec ses dix millions de membres sont le plus grand groupe ethnique du Delta du Niger et vivent dans plusieurs états différents.

La question concernant le « droit de propriété » sur Warri est une source de conflit depuis des décennies – elle date de bien avant l'indépendance – et elle est l'objet de vif débats dans les tribunaux nigériens et dans les médias, ainsi que dans les maisons de Warri. Elle est au cœur des arguments présentés par les différents groupes ethniques pour expliquer les causes de la violence de la dernière décennie. Etroitement liée à la question de « propriété » se trouve celle de la représentation dans les institutions formelles du gouvernement, à la fois au niveau local et au niveau étatique. L'Etat du Delta a été créé en 1991, ainsi que plusieurs autres états, par le régime militaire du Général Ibrahim Babangida. Les Ijaws et les Urhobos considèrent tous les deux que la pratique actuelle de l'Etat, où les Itsekiris dominent les structures gouvernementales dans les trois secteurs de gouvernement local (LGAs : local government areas) de Warri, Warri Nord, Warri Sud et Warri Sud-ouest, est injuste. Ils se plaignent que cette dominance implique que les Itsekiris et leur chef traditionnel, l'Olu de Warri (en soi-même un titre contesté, en ce qu'il a été changé en 1952 de l'Olu d'Itsekiri), profitent d'une manière disproportionnée des ressources gouvernementales – à la fois au niveau des nominations et contrats gouvernementaux, et, par exemple, en ce qui concerne l'obtention de « certificats d'origine » afin d'obtenir des bourses gouvernementales pour l'éducation supérieure. Le contrôle des institutions gouvernementales apporte également d'autres avantages, notamment un plus grand contact avec les compagnies pétrolières, ce qui peut conduire à l'attribution de contrats importants. Parmi les exigences des Ijaws et des Urhobos on trouve la création de nouvelles sections électorales et de secteurs de gouvernement local qui pourraient assurer une représentation plus efficace de leur groupe ethnique.

Human Rights Watch ne prend pas de position sur la question concernant qui sont « les vrais indigènes » de Warri, ni sur celle qui concerne la création de sections électorales ou secteurs de gouvernement local. Cependant, la paix durable dans l'Etat du Delta dépend en partie de ce qu'une solution à ces questions politiques soit trouvée et ceci d'une manière qui assure la représentation équitable de tous ceux qui vivent dans l'Etat, indépendamment de leur origine. Avant tout, le processus pour arriver à un arrangement doit être vu comme étant juste. Le concept d' « indigène » est en lui-même problématique : tous ceux concernés sont des Nigériens, et devraient avoir les mêmes droits en relation au gouvernement de l'Etat dans lequel ils vivent.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Voir "Jos: A City Torn Apart," Human Rights Watch, December 2001, pour une discussion du concept "d'indigène" dans la constitution nigérienne.

La première éruption de violence dans la région de Warri ces dernières années a eu lieu en mars 1997 et tournait autour de la création, par le régime militaire de l'époque, d'un nouveau secteur de gouvernement local, Warri Sud-ouest, et la location de ses quartiers généraux.<sup>3</sup> Sur la base de déclarations officielles, les Ijaws s'attendaient à ce que les quartiers généraux du gouvernement local se situent à Ogbe-Ijoh, une ville Ijaw, et ils ont été déçus de voir dans la gazette du gouvernement fédéral que l'endroit choisi s'est avéré être Ogidigben, une zone Itsekiri. Entre mars et mai, des affrontements considérables ont continué de se produire, dans lesquels des centaines de personnes sont mortes dans chaque camp. Une production de plus de 200.000 barils par jour (bpj) a été arrêtée pendant quelques semaines.<sup>4</sup> Le gouvernement de l'Etat du Delta sous l'administrateur militaire Colonel J. Dungs a nommé une commission pour faire des enquêtes sur la violence, dirigée par le juge Alhassan Idoko, qui s'est réunie pendant les mois de juin et juillet en 1997. Le rapport de l'enquête n'a jamais été publié, et les recommandations n'ont pas été exécutées ou incorporées dans un « livre blanc » du gouvernement qui établit les réponses officielles aux conclusions de la commission.

La violence a éclaté régulièrement dans la région depuis ces événements, ce qui a donné lieu à des mesures répressives de la part des autorités. En octobre 1998, un couvre-feu a été déclaré dans la ville de Warri par le nouvel administrateur militaire, le commandeur de la marine Walter Feghabor, suite à des affrontements entre Ijaws et Itsekiris qui ont fait au moins cinq victimes et un grand nombre de maisons incendiées. Cependant la violence a continué, dans la ville de Warri et dans les criques alentour, avec des attaques aux dirigeants de chaque ethnie. Les exportations pétrolières ont été réduites de plusieurs milliers de barils par jour pendant plusieurs semaines.

Fin mai et juin 1999, à l'époque du passage de pouvoir du gouvernement militaire à un gouvernement civil au Nigeria, la violence a encore une fois éclaté à Warri et dans ses environs, au moment où les nouveaux fonctionnaires du gouvernement local devaient prêter serment dans le secteur de gouvernement local contesté établi en 1997. Jusqu'à deux cents personnes auraient été tuées lors des raids des milices Ijaws et Itsekiris dans les zones peuplées par des membres d'autres groupes ethniques. Le nouveau gouverneur civil, James Onanefe Ibori, a imposé un couvre-feu qui est resté en place pendant des mois. Des centaines de troupes gouvernementales ont de nouveau été déployées dans la ville de Warri et ses environs. Le nouveau président Olusegun Obasanjo a visité Warri le 11 juin 1999, et a plaidé pour qu'on trouve une solution juste aux problèmes. En septembre 1999, l'assemblée de l'Etat du Delta a voté une loi qui a transféré les quartiers généraux du gouvernement local de Warri Sud-ouest de Ogidigben à Ogbe Ijoh. Bien que les combats intenses de 1999 se soient calmés, il y a eu de nouveaux

---

<sup>3</sup> Il y a également eu des affrontements en 1993, entre les Urhobos et les Itsekiris. Une enquête gouvernementale a été faite, dirigée par le Juge Nnaemeka Agu (le rapport de cette enquête n'a jamais été publié), mais la violence n'était pas au même niveau que les affrontements récents.

<sup>4</sup> Voir, Human Rights Watch, *The Price of Oil: Corporate Responsibility and Human Rights Violations in Nigeria's Oil Producing Communities* (New York: Human Rights Watch, février 1999), pp. 111-114.

affrontements tout au long des quatre années qui ont suivi, pendant lesquels des dizaines de personnes ont été tuées au total. Des centaines de milliers de barils de production de pétrole ont également été perdus dans les fermetures périodiques des stations de pompage suite à des occupations par les jeunes armés ou non armés (un terme qui au Nigeria peut inclure les hommes jusqu'à l'âge de trente-cinq ou quarante ans), ou par d'autres résidents locaux, y compris des groupes de femmes. Dans quelques cas, les occupations étaient causées par des griefs avec les compagnies pétrolières, dans d'autres, par le mécontentement avec le gouvernement.

Il n'y a eu aucune enquête systématique sur les crimes commis dans le conflit de Warri depuis 1997, ni sur le nombre de victimes ou l'ampleur des dégâts matériels causés. Il y a eu peu d'arrestations et encore moins de poursuites pour les meurtres, s'il y en a eu du tout : soit les personnes impliquées dans la violence ont été tuées par la police au moment de leur arrestation, soit, dans les cas où des arrestations ont eu lieu, les suspects ont été relâchés suite à des interventions de leurs dirigeants auprès de la police. Il existe également des rapports crédibles venant de partout au Nigeria dénonçant le fait que beaucoup de personnes interpellées pour des crimes sont sommairement exécutées pendant qu'elles se trouvent en détention policière. Souvent il n'y a pas de conséquences pour ceux qui sont impliqués dans la violence : il n'y en a jamais eu pour les dirigeants politiques qui sont derrière ceux qui se battent sur le terrain. L'impunité qui existe depuis des années de violence brutale est une des causes principales qui expliquent pourquoi les combats ont repris en 2003.

### **III. Violences en 2003**

La dernière série de violences a commencé au début de 2003, pendant les préparations aux élections fédérales et étatiques qui ont eu lieu en avril et mai (des élections locales n'ont eu lieu nulle part au Nigeria depuis 1999). Pendant le weekend du 31 janvier / 1 février, il y a eu des combats dans le secteur d'Okere de la ville de Warri entre Itsekiris et Ijaws, pendant les élections primaires pour le district sénatorial de Delta sud organisées par le Parti Démocratique du Peuple (PDP : People's Democratic Party), le parti au pouvoir dans l'Etat du Delta et au niveau fédéral. La dispute tournait autour du nombre de sections électorales qu'il y aurait dans le district, ainsi que les délimitations entre elles, qui dans l'opinion des Urhobos étaient désavantageuses pour eux. Selon l'opinion générale et les rapports de presse, des jeunes Urhobos ont attaqué une zone Itsekiri dans l'après-midi du 31 janvier, et ont commencé à piller et mettre le feu aux maisons. Des jeunes Itsekiris se sont réunis au stade où les élections primaires avaient lieu, puis se sont vengés en réponse aux rapports de ce raid. Pendant les deux jours qui ont suivi la plus grande partie d'une grande propriété appartenant au chef Benjamin Okumagba, le chef traditionnel des Urhobo à Warri, a été détruite. Des troupes du gouvernement sont intervenues pendant l'attaque initiale Urhobo visant la zone Itsekiri, et un soldat aurait été tué au cours de cette confrontation.

Des témoins Urhobos ont déclaré que des soldats qui patrouillaient la propriété Okumagba ont été retirés avant l'attaque des Itsekiris. Il y a eu d'autres rapports faisant état de tirs au hasard ou d'exécutions par les forces armées au cours des efforts pour réprimer les combats. Les estimations sur le nombre de victimes au cours de ces quelques jours de violence allaient de douze à deux cents. La Croix Rouge nigériane a déclaré que plus de 6.000 personnes ont été déplacées.<sup>5</sup>

La violence a éclaté de nouveau au mois de mars, ce qui a prolongé le conflit et l'a rendu plus brutal. Le déclenchement paraît avoir été une combinaison de mécontentement politique des Ijaws sur les mêmes sujets de représentation qui étaient à l'origine des combats en janvier/février et un affrontement entre des milices Ijaws et la marine nigériane pour le vol de pétrole.

Le 3 mars, les Communautés Ijaws Fédérées du Delta du Niger (FNDIC : Federated Niger Delta Ijaw Communities), une association de jeunes militants avec leur base de soutien parmi les Ijaws de l'Etat du Delta, ont lancé un ultimatum qui donnait au gouvernement nigérian sept jours pour répondre à une série de demandes – y compris la suppression de sections électorales dans la zone de gouvernement local de Warri Sud-ouest, le retrait des troupes des communautés Ijaws, l'arrêt d'annulation de la décision de la Court suprême d'avril 2002 qui disait que les recettes pétrolières offshore reviennent au gouvernement fédéral du Nigeria et qu'elles ne sont pas soumises aux exigences constitutionnelles qui établissent que 13 pourcent doivent être remis à l'Etat de dérivation, et un retrait de personnel expatrié des compagnies pétrolières – ou faire face aux « actions de masse » pour « réclamer » les criques des zones riveraines. Les FNIC ont conseillé aux compagnies pétrolières internationales d'abandonner la région jusqu'à ce que le gouvernement ait satisfait à leurs demandes.

La date limite du 10 mars est passée sans incidents. Cependant, le 12 mars il y a eu un affrontement entre les forces gouvernementales et les milices Ijaws près du village d'Okorenkoko sur la rivière Escravos au sud de Warri. Plusieurs soldats et marins et jusqu'à cinq membres des milices ont été tués. Selon les FNIC, l'affrontement a eu lieu au moment où « des hommes de la marine nigériane sous l'officier en commandement de la base navale de Umalokun (aujourd'hui Warri), Warri, le capitaine de la marine Titus Awoyemi ont été accostés pendant une opération de bunkering illégal dans les secteurs de SPDC [Shell Petroleum Development Company of Nigeria Ltd, la joint-venture opérée par Shell] Jones Creek Oil Fields ». <sup>6</sup> Selon

---

<sup>5</sup> Human Rights Watch, entretiens, 12 et 13 septembre 2003. Voir également, "Testing Democracy: Political Violence in Nigeria", *A Human Rights Watch Short Report*, avril 2003.

<sup>6</sup> "Operation Restore Hope : An act of further militarisation of the Niger Delta", FNDIC, 27 août 2003. En novembre 2002, personnel naval aurait mis le feu sur onze maisons et tué plusieurs personnes à Okorenkoko en représailles à une attaque qui aurait été commise par des jeunes du village contre un vaisseau d'escorte de personnel de Chevron Texaco. Kelvin Ebiri, "Witnesses : Five killed in Nigerian navy attack after 'pirates' rob Chevron Texaco boat", Associated Press (AP), 14 novembre 2002 ; Sola Adebayo, "5 Missing as Naval Men Raid Ijaw Community", *Vanguard* (Lagos), 7 novembre 2002.

d'autres sources, les marins avaient capturé le bateau utilisé pour siphonner le pétrole, malgré le fait que les personnes responsables de l'opération avaient « réglé » (corrompu) le capitaine Awoyemi pour que la marine ne prenne pas d'actions. Les personnes responsables du vol de pétrole avaient ensuite payé les milices de jeunes pour qu'ils reprennent le bateau. D'autres rapports ont indiqué qu'au cours des combats un nombre de personnes qui n'étaient pas impliquées dans l'affrontement initial, y compris des employés SPDC et trois policiers qui les escortaient, ont été pris comme otages par des jeunes armés. Les employés de Shell ont été relâchés plus tard, les policiers ont été gardés (et n'ont pas été retrouvés ; ils sont présumés morts). L'affrontement entre la marine et les milices de jeunes a eu lieu lors d'une tentative de sauver les policiers.<sup>7</sup> Le capitaine Olufemi Ogunjinmi, l'officier en commande qui a remplacé le capitaine Awoyemi en avril, a dit à Human Rights Watch que les milices Ijaws avaient désarmé quelques marins, et qu'au moment où d'autres sont retournés pour reprendre leurs fusils, ils ont de nouveau été confrontés par des milices armées, et quelques-uns ont été blessés. Un marin et plusieurs soldats ont été tués.<sup>8</sup> L'armée a rapporté qu'ils avaient été attaqués sur la rivière Escravos par des jeunes, probablement venant d'Okorenkoko, qui ont tué quatre de leurs hommes.<sup>9</sup>

Suite à cet affrontement, les FNDIC ont déclaré que des soldats gouvernementaux et de la marine ont attaqué des villages Ijaws sur la rivière Escravos, entre autre Okorenkoko, à partir du 13 mars, s'engageant dans des échanges de tirs avec les partisans de FNDIC, parmi lesquels plusieurs ont été tués. L'ONG basée à Port Harcourt ND-HERO, qui avait un représentant stationné à Warri à l'époque, a parlé aux personnes qui fuyaient Okorenkoko et qui ont raconté que deux canonnières et deux bateaux plus petits avaient attaqué plusieurs villages dans la région.<sup>10</sup> Des journalistes ont également parlé avec des témoins qui ont décrit des tirs au hasard commis par les forces gouvernementales et par des milices ethniques.<sup>11</sup> Dans des entretiens avec Human Rights Watch les officiers en commande de l'armée et de la marine, basées à Warri, ont cependant nié que des raids sur Okorenkoko ou d'autres villages de la région avaient eu lieu.<sup>12</sup>

---

<sup>7</sup> Human Rights Watch, entretiens, Warri, septembre 2003. Voir aussi, Austin Ogwuda, "Warri Crisis – Police confirm killing of sergeant", *Vanguard*, 19 mars 2003; "Okorenkoko – Battle on the Jungle Island", *This Day* (Lagos), 25 mars 2003; lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003.

<sup>8</sup> Human Rights Watch, entretien, Warri, 11 septembre 2003.

<sup>9</sup> "Field report of military invasion of Okorenkoko community, Warri, Delta State", ND-HERO, 21 mars 2003.

<sup>10</sup> "Field report of military invasion of Okorenkoko community, Warri, Delta State", ND-HERO, 21 mars 2003 ; "Okorenkoko Community Update", ND-HERO, 26 mars 2003. Voir aussi, "The Situation in Warri, March 13-19, 2003" et "Warri Crisis Update: March 20-26, 2003", Institute for Democracy in South Africa, Abuja, mars 2003.

<sup>11</sup> Glenn McKenzie, "Witnesses : Nigerian troops shoot villagers during oil unrest", AP, 21 mars 2003 ; Dave Clark, "Niger Delta refugees fear new violence as oil operations paralyzed", Agence France Presse (AFP), 21 mars 2003.

<sup>12</sup> Entretiens de Human Rights Watch, Warri, 11 septembre 2003.



Des dirigeants Itsekiris ont déclaré que des milices Ijaws ont ensuite attaqué Madangho, Arutan, et d'autres villages Itsekiris près de l'Escravos le 17 mars, laissant peut-être une dizaine de victimes civiles.<sup>13</sup> D'autres observateurs ont confirmé que les Ijaws avaient lancé des attaques contre des villages Itsekiris, qui ont été pris par surprise. Pendant les semaines qui ont suivi, beaucoup d'autres villages ont été attaqués dans ce qui paraît avoir été des raids bien organisés, et des dizaines de personnes ont été tuées. Chevron Nigeria Ltd (CNL ; la registration nigériane de la compagnie n'a pas encore été changée pour refléter la fusion globale avec Texaco) et SPDC ont participé à l'évacuation de centaines de villageois affectés, en évacuant par pont aérien plus de 2.000 personnes déplacées, majoritairement des Itsekiris, qui avaient cherché l'abri dans le terminal de CNL sur l'Escravos.<sup>14</sup> SPDC a également évacué par pont aérien des dizaines de personnes qui étaient venues vers ses stations de pompage. L'hélicoptère utilisé aurait aussi été tiré dessus. Selon Bello Oboko, le président des FNDIC, qui dans son entretien avec Human Rights Watch n'a pas nié le fait que des villages Itsekiris avaient été attaqués par les partisans des FNDIC, les raids ont eu lieu parce que les forces gouvernementales nigérianes avaient utilisé des communautés Itsekiris en tant que bases pour les attaques contre les milices Ijaws. Les FNDIC ont déclaré que soixante personnes avaient été tuées dans des attaques menées par des milices Itsekiris ou par les forces gouvernementales sur plusieurs villages Ijaws à la fin du mois de mars, et ont publié les noms de dix-huit victimes.<sup>15</sup>

Les combats ont eu des conséquences sérieuses sur la production pétrolière, à la fois parce que quelques stations de pompages ont elle mêmes été attaquées et à cause de l'insécurité générale. Le 19 mars, SPDC avait fermé dix stations de pompage dans l'Etat du Delta en conséquence de la violence, évacuait des employés et perdait une production de 126.000 bpj ; encore quatre ont été fermées quelques jours plus tard, ce qui a fait monter les pertes de production à 320.000 bpj. Chevron a déclaré avoir fermé ses installations à terre, et ensuite le terminal de départ principal sur l'Escravos, baissant la production de 440.000 bpj. SPDC et CNL ont tous les deux déclaré force majeure – l'impossibilité de respecter leurs obligations à cause d'événements en dehors de leur contrôle – pour ce qui concernait leurs exportations nigérianes.<sup>16</sup> Des jeunes militants ont détruit plusieurs stations de pompage abandonnées par les compagnies pétrolières, entre autres

---

<sup>13</sup> "International appeal to stop the genocide against the Itsekiris by the Ijaws", Isekiri Survival Movement, 25 mars 2003.

<sup>14</sup> "Chevron Nigeria Limited Shuts in all Western Niger Delta Production", Chevron Texaco Press Release, 23 mars 2003; lettre de CNL à Human Rights Watch, 4 novembre 2003.

<sup>15</sup> "Renewed Hostilities in Warri South-West: The Ijaw Case", FNDIC, 28 avril 2003.

<sup>16</sup> Daniel Balint-Kurti, "Shell says Nigeria unrest shuts in 126,000 bpd", Reuters, 19 mars 2003 ; Norval Scott, "Chevron Texaco Declares Force Majeure in Western Niger Delta", *WMRC Daily Analysis* (Londres), 21 mars 2003 ; "Shell Declares Force Majeure on Forcados, Bonny Loadings", *Platts* (New York), 21 mars 2003. Une disposition courante dans beaucoup de contrats, y compris ceux qui concernent la fourniture de pétrole, est celle qui dit que les parties contractantes ne seront pas considérées comme étant dans une situation de non-respect du contrat pour les raisons qui sont en dehors de leur contrôle (comme par exemple les catastrophes naturelles ou d'autres « actes de dieu »). Ces dispositions sont connues par le nom de clauses de force majeure ; quand une entreprise invoque une telle clause elle « déclare force majeure ».

celles d'Olero Creek et Dibi, appartenant à CNL, et celles d'Otumara et Saghara appartenant à SPDC, ainsi qu'une base logistique à Escravos.<sup>17</sup> Il y a eu des incidents mineurs de vandalisme ailleurs. Total (autrefois Elf ; la joint-venture au Nigeria est toujours connu sous le nom d'Elf Petroleum Nigeria Ltd, EPNL) a également arrêté sa production dans la région. Le 24 mars, les pertes totales combinées montaient à plus de 800.000 bpj, environ 40 % de la production normale du Nigeria.<sup>18</sup>

Les FNDIC ont annoncé qu'ils avaient saisi onze installations pétrolières et menaçaient de les faire sauter si les attaques du gouvernement vers les villages Ijaws ne s'arrêtaient pas.<sup>19</sup> La production n'a pas commencé à reprendre avant la deuxième semaine d'avril. Le 11 août SPDC était encore à une production qui était 120.000 bpj plus faible qu'en temps normal, dans le cas de Chevron Texaco ce chiffre était de 140.000 bpj ; Total n'avait pas repris sa production de 7.500 bpj étant fermé depuis le mois de mars.<sup>20</sup> En octobre, la production de SPDC était toujours réduite de 80.000 bpj et celle de CNL de 140.000.<sup>21</sup>

Le 11 avril, des milices Ijaws armées à bord d'environ sept bateaux rapides ont attaqué Koko, une communauté Itsekiri et les quartiers généraux du secteur de gouvernement local de Warri Nord, située sur la rivière Bénin. Puisque Koko est accessible par la route, il a été possible de documenter ce raid ; les villages attaqués qui sont situés dans les mangroves restent inaccessibles parce que les voies riveraines sont effectivement fermées. Au cours de l'attaque, les milices ont tué au moins un soldat du gouvernement et peut être des dizaines de civils (entre eux quatre enfants) et elles ont mis feu à environ cinquante bâtiments, y compris le secrétariat du gouvernement local et le quartier résidentiel des soldats stationnés dans la ville pour des missions de maintien de paix suite à la crise. Les milices ont forcé le dépôt d'armes utilisé par les soldats, et auraient pris 105 fusils ainsi que des munitions ; plus tard, l'armée a déclaré que seulement huit fusils avaient été pris.<sup>22</sup> Il n'y avait pas de conflit préexistant entre Koko et les communautés voisines qui pourrait expliquer l'attaque. Koko n'est pas une « communauté productrice de pétrole » dans le sens où il n'y a pas de station de pompage.

---

<sup>17</sup> Lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003; lettre de CNL à Human Rights Watch, 4 novembre 2003.

<sup>18</sup> Daniel Balint-Kurti, "Nigerian militants threaten to blow up oil facilities", Reuters, 23 mars 2003; "Nigeria violence hits Chevron", BBC website, 24 mars 2003.

<sup>19</sup> Les installations saisies étaient les stations de pompage de SPDC de Jones Creek, Egwa I et II, Odidi I et II et Batan, les stations de pompage de CNL d'Otunana, Makaraba et Abiteye, et les stations de pompage d'EPNL d'Opunami et Kwoko. Dulue Mbachu, « Violences rages in Nigeria's oil région », AP, 23 mars 2003.

<sup>20</sup> "Nigeria's oil majors cautious about returning to Niger Delta", Platts Commodity News, 11 août 2003.

<sup>21</sup> Lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003; lettre de CNL à Human Rights Watch, 4 novembre 2003.

<sup>22</sup> Sola Adebayo, "105 rifles missing as Ijaw youths loot military armory", *Vanguard*, 17 avril 2003; Vincent Nwanma, "Nigeria's President Facing Sticky Oil, Ethnic Issues", *Dow Jones* (New York), 17 avril 2003.

Human Rights Watch a visité Koko en septembre 2003. Alors qu'il y avait eu des efforts de reconstruction, beaucoup de personnes qui s'étaient enfuies n'étaient toujours pas retournées, et le trafic sur la rivière, normalement une voie animée, était non existant. Selon des résidents, des dizaines de militants Ijaws portés dans jusqu'à neuf bateaux rapides ont attaqué le village à partir de la rivière sans préavis à environ quatre heures de l'après-midi. Les jeunes, habillés dans des vêtements civils et portant des bandeaux rouges ou blancs à la tête, tiraient déjà au moment où ils s'approchaient des rives au niveau du secrétariat du gouvernement local, où plusieurs dizaines de soldats étaient stationnés. Les résidents ont dit que – malgré le fait qu'il y avait eu des rumeurs concernant l'attaque depuis quelques semaines, et qu'ils auraient dû être préparés – les soldats n'ont pas résisté sinon qu'ils se sont simplement enfuis, en abandonnant la mitrailleuse installée sur la plage. La mitrailleuse a ensuite été emportée par les milices. Les milices avaient aussi utilisé une mitrailleuse pendant l'attaque ; cependant il n'est pas clair s'il s'agissait de celle abandonnée par les soldats, ou si elles avaient attaqué avec une mitrailleuse se trouvant déjà dans leurs bateaux.

Un jeune homme qui vivait près de la maison du pasteur de l'église Four Square Gospel Church – qui à son tour se trouve à côté de la maison où le commandant des soldats du village était logé – a parlé à Human Rights Watch d'un incident particulièrement horrible. Des membres des milices Ijaws sont arrivés au bâtiment et y ont mis le feu. Pendant que la maison était en flammes, « l'ennemi », comme l'a dit le jeune homme, a jeté quatre enfants, âgés entre environ six et dix-sept, aux flammes. Le pasteur n'était pas au village au moment de l'attaque ; les corps des enfants ont été enterrés sur le terrain de la maison. Le professeur Lucky Akaruese de l'université de Port Harcourt, qui vient de Koko et qui a dirigé les efforts pour rapporter l'attaque, a dit à Human Rights Watch qu'on estimait qu'entre quarante et cinquante personnes avaient été tuées par les milices – bien qu'il soit difficile d'être sûr, vu que quelques-uns se sont peut-être enfuis dans la brousse plutôt que de se faire tuer. Environ dix des victimes avaient été décapitées. Human Rights Watch ne peut confirmer ces chiffres. D'autres témoins ont décrit le pillage et la mise à feu des bâtiments. Un soldat qui avait été séparé de ses collègues a également été tué.<sup>23</sup>

Les milices sont restées au village pendant plus de trois heures, jusqu'à passé sept heures du soir. Elles ne sont parties qu'au moment où est arrivé un véhicule militaire blindé qui avait été appelé par le Commissaire pour le logement de l'Etat du Delta, Dr Ideh, qui habite dans le village et qui a téléphoné de sa maison pour avoir de l'assistance. Jusqu'en septembre, ni l'Etat du Delta ni le gouvernement fédéral n'avaient fourni un secours quelconque aux personnes affectées par la violence : bien que le Gouverneur Ibori ait promis que ceux dont les maisons avaient été détruites auraient accès aux logements construits par le gouvernement qui existaient déjà à proximité, cette promesse n'a pas été respectée.

---

<sup>23</sup> Human Rights Watch, entretiens, 8 septembre 2003.

Des résidents ont raconté à Human Rights Watch que des soldats qui faisaient partie de ceux qui avaient été au village le jour de l'attaque les avaient informé que l'officier en commandement avait accepté de l'argent de la part des milices pour ne pas résister. Human Rights Watch n'a pas pu confirmer ces accusations – les soldats basés à Koko avaient été redéployés et remplacés – mais ce sont des accusations sérieuses qui méritent d'être poursuivies au plus haut niveau par les autorités civiles et militaires. Le commandant actuellement en charge des soldats basés à Koko n'a pas voulu commenter ces rapports. L'officier en commandement du 7<sup>e</sup> Bataillon Amphibie basé à Warri, le lieutenant-colonel Gar Dogo, a déclaré à Human Rights Watch qu'une commission d'enquête interne avait examiné les accusations avant de conclure qu'elles n'étaient pas fondées.<sup>24</sup>

Malgré les combats – qui en plus de conduire au déplacement de milliers de personnes ont effectivement empêché l'utilisation des rivières comme moyens de transport – la Commission Electorale Nationale Indépendante (INEC : Independent National Electoral Commission) et la Commission Electorale Indépendante de l'Etat du Delta (DSIEC : Delta State Independent Electoral Commission) ont décidé de procéder aux trois jours de votes prévus pour avril et mai dans les trois secteurs de gouvernement local de Warri affectés par la violence. Les élections pour l'assemblée nationale ont été tenues le 12 avril, les élections de gouverneur et les élections présidentielles le 19 avril, et les élections pour l'assemblée de l'Etat le 4 mai.

La violence a continué tout au long de cette période, comme les FNDIC ont menacé de considérer toute livraison de matériel électoral comme une « acte de guerre ».<sup>25</sup> Outre le raid sur Koko, les quartiers généraux du secteur de gouvernement local de Warri Nord, il y a eu des affrontements dans la ville de Warri en début avril, et des militants Ijaws ont attaqué les bureaux de l'INEC dans les secteurs de gouvernement local de Warri Sud et Sud Ouest le 12 avril, le jour du vote. Le vote a été prolongé jusqu'au dimanche. Des fusillades entre les milices de jeunes et l'armée ont eu lieu tout au long de la période des élections.<sup>26</sup> Des milices Ijaws auraient attaqué le village Itsekiri de Ugbuwangue près de Warri le 14 avril, mais elles ont été empêchées d'entrer dans la ville de Warri par l'armée et la marine.<sup>27</sup> Les élections de gouverneur ont dû affronter des problèmes similaires, et il y a eu encore des attaques par des militants Ijaws pendant les préparations aux élections de l'assemblée de l'Etat qui ont eu lieu le 4 mai. Les milices Ijaw auraient attaqué Egbokodo, Warri Sud (près de la Warri Refining and Petrochemical Company) le 27 avril, et Orere, Warri Nord le 28 avril, en tuant plusieurs civils et en détruisant des biens.<sup>28</sup>

---

<sup>24</sup> Human Rights Watch, entretien, 11 septembre 2003.

<sup>25</sup> Dulue Mbachu, "Voting begins in Nigeria despite violence threats", AP, 11 avril 2003.

<sup>26</sup> "Youths 'sack' poll body's offices in Delta State, accuse it of rigging", *Guardian* (Lagos), 13 avril 2003; Glenn McKenzie, "Violence mars 2<sup>nd</sup> voting day in Nigeria", AP, 14 avril 2003.

<sup>27</sup> "6 feared dead in fresh Ijaw, Itsekiri clash", *Vanguard*, 13 avril 2003.

<sup>28</sup> Sola Adebayo, "Itsekiri youths repel planned Ijaw attack of Egbokodo", *Vanguard*, 29 avril 2003; "Four feared dead in fresh attack on Itsekiri", Itsekiri Survival Movement, 30 avril 2003.

Le 2 mai des milices Ijaws dans des bateaux rapides ont approché la base navale de Warri, en échangeant des tirs avec les troupes qui y étaient stationnées ; plusieurs membres des milices et au moins un marin ont été tués.<sup>29</sup> Comme on pouvait s'y attendre, il y a eu peu de vote ce jour là.

Même si les pires combats paraissaient s'être calmés au mois de mai, il y a encore eu plusieurs affrontements entre les partisans du PDP et de l'Alliance pour la Démocratie (pas au sujet des lignes ethniques) en mai, juin et juillet à Effurun, qui fait partie de la zone urbaine de Warri, pour le control du secteur de gouvernement local d'Uvwie. Des dizaines de personnes auraient été tuées au cours de ces violences. Il y a eu encore des affrontements à Effurun en septembre.

Dès que le gouvernement de l'Etat du Delta a annoncé, au mois de juillet, un assouplissement du couvre-feu imposé en février, la violence a recommencé. Des attaques et contre-attaques ont continué dans les criques, y compris une attaque Ijaw contre le village Itsekiri de Abi-Gborodo en fin juillet (le village où résidait le secrétaire au gouvernement de l'Etat du Delta, Dr Emmanuel Uduaghan). Cette attaque aurait été en représailles à une attaque Itsekiri contre un bateau allant à la communauté Ijaw de Burutu ; de nouvelles attaques Itsekiri contre quatre villages Ijaws, parmi lesquels Mangorogbene dans le secteur de gouvernement local de Sapele ont suivi.<sup>30</sup> Des fusillades ont fait rage encore pendant plusieurs jours en mi-août au marché McIver et dans les zones NPA/Milla de Warri.<sup>31</sup> Une fois encore, un déploiement important de troupes gouvernementales et police mobile a été nécessaire pour rétablir l'ordre, et les heures de couvre-feu ont été augmentées. Le 22 août, un porte-parole de la Croix Rouge nigériane a déclaré qu'ils estimaient qu'environ 100 personnes avaient été tuées pendant la dernière vague de meurtres et 1.000 personnes blessées ; plusieurs milliers avaient été déplacés et avaient cherché refuge temporairement dans les bâtiments religieux.<sup>32</sup> Les FNDIC ont fait savoir que cinquante-quatre Ijaws avaient été tués dans les violences du mois d'août.<sup>33</sup> Fin juillet et début août, des nouveaux combats ont aussi été rapportés dans les zones riveraines, avec des attaques lancées par les Ijaws contre les villages Itsekiris, suivi d'attaques de représailles contre les communautés Ijaws, encore une fois faisant des dizaines de victimes.<sup>34</sup>

---

<sup>29</sup> Joel Olatunde Agoi, "Oil workers evacuated from rigs, but violence continues", AFP, 3 mai 2003; Human Rights Watch entretien avec le capitaine de la marine Ogunjimini, 11 septembre 2003.

<sup>30</sup> Human Rights Watch, entretiens, Warri, septembre 2003.

<sup>31</sup> Le 16 juillet le gouverneur Ibori avait annoncé que les Ijaws qui résidaient dans ces zones devraient quitter leur maison, en raison du fait que ces maisons avaient été prises de force aux Itsekiris en 1997. Cependant, il n'a pas proposé de processus pour établir les vraies propriétaires des terres, ni pour reloger ceux qui seraient affectés.

<sup>32</sup> "100 die in Delta fighting, Red Cross says", U.N. Integrated Regional Information Networks (IRIN), 22 août 2003.

<sup>33</sup> Bello Oboko, "Characters and Colours of the Warri Peace Process: Why no genuine cease fire agreement yet in Warri", FNDIC, septembre 2003.

<sup>34</sup> Sola Adebayo, "15 killed in fresh Warri war", *Vanguard*, 25 juillet 2003; "25 die in reviewed Delta violence; women sieze oil facility", IRIN, 29 juillet 2003.

En septembre, les dirigeants Itsekiris ont déclaré que plus de trente de leurs communautés avaient été attaquées par les milices Ijaws et qu'elles étaient pratiquement désertées. Cependant, les informants Ijaws ont affirmé qu'environ neuf communautés Ijaws auraient été attaquées soit par les milices Itsekiris soit par des membres des forces gouvernementales. Compter les communautés affectées est difficile en soi, car une « communauté » peut être composée de plusieurs villages qui se considèrent comme faisant partie de la même structure traditionnelle de gouvernance. Certainement, des milliers de personnes ont été déplacées, beaucoup d'entre elles pendant des mois. Le nombre de victimes reste inconnu, mais les FNDIC ont déclaré à Human Rights Watch un total d'environ 130 victimes Ijaws, y compris leurs membres ; le secrétaire public du Forum des Dirigeants Itsekiris (Itsekiri Leaders Forum) a déclaré qu'environ 250 Itsekiris étaient morts en 2003 – et autour de 2.000 depuis 1997.<sup>35</sup> Parmi les forces de sécurité du gouvernement, l'armée a déclaré en septembre que neuf soldats avaient été tués depuis le mois de mars ; et la marine a affirmé qu'un marin avait été tué et huit blessés.<sup>36</sup>

Une poignée d'employés des compagnies pétrolières ou des entreprises fournisseurs de services sont parmi les victimes de la violence, mais il y a peu d'évidence qui indique qu'ils ont été visés en tant qu'employés des compagnies pétrolières ; il paraît plutôt qu'ils se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment. Néanmoins, un employé d'une entreprise de restauration attaché au port de Escravos de Chevron – la seule fatalité parmi le personnel ou les fournisseurs du CNL – a été tué par une balle tirée au hasard à partir d'un bateau qui passait devant le port.<sup>37</sup> Deux personnes employées par des fournisseurs de SPD ont été tuées.<sup>38</sup> Le personnel des forces de sécurité du gouvernement, déployé pour protéger les installations pétrolières, a été tué et/ou pris en otage même quand les civils capturés en même temps ont été relâchés – comme les trois policiers nigériens présumés morts qui escortaient les employés de Shell au moment des affrontements de Okorenkoko le 12 mars. Les milices Ijaws ont continué de prendre les employés expatriés en otages et d'exiger des rançons en échange de leur libération. Tous ont été relâchés indemnes ; il n'est toujours pas clair si les rançons ont été payées, bien que les compagnies pétrolières d'habitude nient les avoir payées. En août 2003, le PDG de SPDC Ron van den Berg a fait circuler un mémo interne à tous les employés déclarant que, d'effet immédiat, « il n'y aurait AUCUN paiement en espèces pour les communautés autre que celles spécifiées pour des raisons d'affaires légitimes. » Les rançons seraient incluses dans ce principe.<sup>39</sup> CNL affirme avoir pris la même position depuis juillet 2002, en déclarant qu'il est « résolu de ne pas

---

<sup>35</sup> Human Rights Watch, entretiens, septembre 2003.

<sup>36</sup> Human Rights Watch, entretiens, Lieutenant-colonel Gar Dogo, Officier en Commande, 7e Bataillon Amphibie, David Ejoor Caserne, Effurun ; Capitaine Olefumi Ogunjimini, Base navale de Warri, 9 septembre 2003.

<sup>37</sup> Lettre de CNL à Human Rights Watch, 4 novembre 2003.

<sup>38</sup> Lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003. Total n'avait pas répondu aux questions de Human Rights Watch avant d'imprimer ce rapport.

<sup>39</sup> Lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003.

payer pour le travail non fait ou d'autres procédés d'extorsion ». <sup>40</sup> Trois employés expatriés liés à SPDC ont été pris en otages contre rançon en juin et relâchés deux semaines plus tard. Un employé expatrié d'une entreprise de services aux compagnies pétrolières qui travaillait pour CNL a été pris en otage à Warri en fin juillet et a été gardé pendant une semaine. Un autre expatrié d'une entreprise de services au secteur pétrolier a été pris en otage et relâché plus tard en août. <sup>41</sup>

Le gouvernement nigérian a donné peu d'assistance aux personnes déplacées à cause de cette violence. Le gouverneur adjoint de l'Etat du Delta, Elue, a déclaré à Human Rights Watch que le secours avait été apporté « dans les cas sincères », mais il n'a pas pu donner un budget pour une telle assistance ou indiquer d'autres personnes que nous pourrions contacter afin d'obtenir des précisions. <sup>42</sup> Dans la ville de Warri, quelques personnes ont déclaré que le gouvernement fédéral avait envoyé quelques provisions minimales, comme des matelas, du ris et du manioc. Chevron a également fait une donation de 50.000 dollars pour l'aide humanitaire, distribuée avec l'assistance de l'association International Foundation for Education and Self-Help (IFESH), une ONG basée aux Etats-Unis qui s'est engagée dans l'aide au développement dans la région, y compris pour Chevron. L'ambassade des Etats-Unis a également donné 50.000 dollars.

Dans ces affrontements, les dirigeants Itsekiris ont invariablement prétendu que les Ijaws sont les principaux agresseurs. Bien que Human Rights Watch ne puisse pas confirmer ceci sur la base de ses propres investigations, à cause des problèmes d'accès aux communautés impliquées dans les deux camps, nous pensons – basés sur des entretiens avec des observateurs informés ayant des perspectives diverses – que les villages Itsekiris ont constitué les principales victimes des attaques organisées depuis mars 2003 et qu'il y a eu plus de morts et de personnes déplacées du côté des Itsekiris. Les compagnies pétrolières, qui ont survolé les zones affectées, affirment que la plupart des communautés affectées restaient désertées à la mi-septembre.

Jusqu'à quel degré les personnages éminents de chaque groupe ethnique sont capables de contrôler la loyauté des milices ethniques qui opèrent dans l'Etat du Delta, et jusqu'à quel point il existe des structures unifiées de commande, n'est pas clair. Chaque groupe ethnique prétend que l'autre est responsable d'initier la violence, et que les dirigeants de l'autre groupe devraient être tenus responsables pour les actions de « leur » peuple. Par exemple, les dirigeants Itsekiris ont déclaré à Human Rights Watch qu'ils pensaient que le chef E.K. Clark, un personnage Ijaw important, devrait être poursuivi pour « crimes de guerre ». <sup>43</sup> S'il n'y a pas de commande unifiée

---

<sup>40</sup> Lettre de CNL à Human Rights Watch, 4 novembre 2003.

<sup>41</sup> "Nigeria Risk: Alert – A shift in Ijaw tactics?", *Riskwire*, Economist Intelligence Unit (London), 4 août 2003; "British oil worker kidnapped in Nigeria", Reuters, 5 août 2003.

<sup>42</sup> Human Rights Watch, entretien, 10 septembre 2003.

<sup>43</sup> Human Rights Watch, entretien avec J.O.S. Ayomike, Itsekiri Leaders Forum, 8 septembre 2003.

parmi les milices Ijaws, il paraît y avoir un degré plus important de coordination parmi les jeunes militants Ijaws qui opèrent dans l'Etat du Delta lors d'éclatements passés.<sup>44</sup> Les entretiens qu'a fait Human Rights Watch avec des témoins du raid contre Koko sont en concordance avec les rapports de raids organisés contre les communautés Itsekiris par les militants Ijaws armés. Les milices armées venant des communautés Itsekiris opèrent également dans les criques, et le niveau d'organisation des combattants Itsekiris paraît avoir décliné pendant les derniers mois. Dans la ville de Warri, la violence d'août 2003 paraît avoir été initiée par les Itsekiris. Des milices Urhobos armées ont également été responsables de violences, bien que dans un moindre degré. En plus, il y a une « piraterie » généralisée, où les bandes armées attaquent ceux qui se déplacent par les voies riveraines avec des motifs purement criminels. Parmi les responsables de piraterie, il y a sans doute des personnes qui un jour pourraient utiliser les mêmes armes pour des raisons ethniques ou politiques. Dans tous les camps, les gens ordinaires sont les principales victimes de la violence et des effets économiques de cette violence. La crise a provoqué et continue de provoquer des souffrances immenses dans l'Etat du Delta.

Le gouvernement n'a pas seulement manqué à son obligation d'assurer que les forces de sécurité protègent les civils d'une manière efficace, mais aussi d'assurer que la police arrête, conduise des investigations et poursuive devant la justice ceux qui sont coupables de meurtres et d'autres crimes en relation avec la violence. Bien qu'il y ait eu quelques arrestations, Human Rights Watch n'est au courant d'aucun cas de poursuites réussies en relation avec la violence en 2003 ou pendant les années précédentes.

Les efforts de la part du gouvernement pour négocier une fin à la violence ont été inadéquats, même si les porte-paroles militaires et de la police ont souligné le besoin d'une solution politique au conflit dans l'Etat du Delta – peut être en reconnaissance du fait que le territoire des mangroves, idéal pour la guérilla, rendrait difficile une victoire militaire. Début avril, le président Obasanjo a créé une commission qui devrait essayer de trouver une solution à la crise de Warri, présidée par le général Theophilus Y. Danjuma, ex-ministre de la défense. En juin, le général Danjuma a visité Warri, mais la commission n'a pas organisé de séance publique, et elle n'a pas demandé à avoir des propositions des parties concernées. Le général aurait indiqué qu'il n'y avait aucune possibilité pour les personnes affectées par la violence d'obtenir une quelconque compensation de la part du gouvernement fédéral.<sup>45</sup> En septembre, pendant une visite à Warri, le président Obasanjo a déclaré qu'il prenait en considération le rapport final de la commission, qui serait « resté un secret même pour les membres de la commission ». <sup>46</sup> Au niveau de l'état, le

---

<sup>44</sup> Cette coordination ne s'entend cependant pas jusqu'aux milices Ijaws qui opèrent dans les Etats voisins de Bayelsa ou River, même si quelques individus de ces régions auraient participé aux combats dans l'Etat du Delta – les conflits entre les communautés Ijaws est au moins aussi probable que les violences entre Ijaws et d'autres groupes ethniques dans d'autres parties du delta.

<sup>45</sup> Sola Adebayo, "Warri Crisis – Danjuma rules out compensation for victims", *Vanguard*, 13 juin 2003.

<sup>46</sup> Segun Owen, "Nigeria's Obasanjo talks peace in Warri", Reuters, 19 septembre 2003.



gouverneur du Delta James Ibori a proposé une « feuille de route » pour la paix, reconnaissant les conflits concernant l'organisation de gouvernement local et le « besoin pour les groupes ethniques de se rencontrer et d'établir un cadre légal qui garantirait une coexistence juste et équitable. »<sup>47</sup> Ce que cela impliquerait exactement en pratique, et en particulier si cela nécessite la création de nouveaux secteurs de gouvernement local (ce qui selon la constitution ne peut être fait qu'au niveau fédéral), n'est pas tout à fait clair. En septembre, le président Obasanjo a visité Warri et rencontré les dirigeants des différentes communautés ethniques. Il a été cité comme disant que « l'accommodation devrait être au centre plutôt que la séparation », semblant indiquer qu'il n'était pas favorable à la création de nouveaux secteurs de gouvernement local.<sup>48</sup> Si le niveau de violence a baissé depuis la période des élections entre mars et mai, les tensions restent élevées et la violence peut éclater de nouveau au moindre prétexte. En octobre 2003, des nouveaux affrontements entre militants ethniques ont conduit à la mort de plus de douze personnes.<sup>49</sup>

#### IV. Les élections dans l'Etat du Delta

L'Etat du Delta produit environ 40 pourcent du pétrole du Nigeria. Selon la constitution nigériane de 1999, 13 pourcent des recettes fédérales des ressources naturelles sont retournées à l'Etat d'origine, sur la base de « dérivation ». <sup>50</sup> L'Etat du Delta est ainsi l'état le plus riche de la fédération nigériane, et le contrôle de ses institutions gouvernementales un prix majeur, pour les individus et pour les partis politiques concernés. Le Nigeria se retrouve de façon régulière en bas de l'Indice de Perceptions de la Corruption de *Transparency International*, et dans quelques états le fait de détenir le contrôle des institutions gouvernementales implique aussi un contrôle pratiquement illimité des fonds.

Il n'est donc à peine surprenant que parmi les causes principales des combats dans l'Etat du Delta en 2003 (comme en 1999) se trouvent les disputes concernant la manière d'organiser les

---

<sup>47</sup> "Warri: The Road Map to Peace", Address by Governor Ibori to the Delta State House of Assembly, 28 août 2003, publié dans le *Vanguard* du 29 août 2003.

<sup>48</sup> Kingsley Omonobi et Osaro Okhomina, "Obasanjo vows to tackle Niger Delta crises", *Vanguard*, 22 septembre 2003.

<sup>49</sup> "Security task force probes youths' attack on 29 persons", *Vanguard*, 16 octobre 2003; "Fresh violence threatens fragile truce in Niger Delta", IRIN, 23 octobre 2003.

<sup>50</sup> Selon article 16 (2) de la constitution : "The President, upon the receipt of the advice from the National Revenue Mobilisation, Allocation and Fiscal Commission, shall table before the National Assembly proposals for Revenue Allocation from the Federation Account, and, in determining the formula, the National Assembly shall take into account allocation principles especially those of Population, Equality of States, Internal Revenue Generation, Land Mass, Terrain, as well as Population Density: provided that the principle of derivation shall be constantly reflected in any approved formula as being not less than 13 percent of the revenue accruing to the Federation Account directly from any natural resources."

élections étatiques et fédérales, et le manque de confiance dans les institutions responsables de résoudre ces disputes et d'assurer que le vote est libre et juste. INEC et DSIEC en particulier ont manqué à leur obligation d'organiser les inscriptions dans les registres électoraux d'une manière qui aurait pu persuader les citoyens que le nombre de votants enregistrés était conforme à la réalité de la population de chaque état. Elles ont également manqué à leur obligation de mettre en place un système de délimitation des sections électorales suivant un processus perçu comme équitable. Les gouvernements fédérés et de l'Etat n'ont pas pris d'actions depuis 1999 qui pourraient résoudre la dispute qui existe depuis longtemps concernant la configuration des secteurs de gouvernement local dans la région de Warri. Les échecs des gouvernements fédéraux successifs de faire un recensement fiable ont accentué les problèmes d'enregistrement et de délimitation au niveau des Etats.

Des problèmes liés aux élections ont causé les violences de février et celles de mars. L'affrontement au début de février entre les Urhobos et les Itsekiris dans la ville de Warri pendant les élections primaires du PDP était lié aux problèmes concernant les sections électorales. Dans leur déclaration du 3 mars les FNDIC ont demandé entre autre que « l' INEC ne devait pas tenir compte de l'opération frauduleuse d'enregistrement d'électeurs qui a été organisée par le Conseil de Warri Sud-ouest jusqu'à ce que l'INEC /DSIEC puissent définir d'une manière juste et équitable les frontières des sections électorales ». <sup>51</sup> Dans cette situation, où il n'y avait absolument aucune confiance que les élections seraient libres et justes, ceux qui étaient frustrés par le système existant de division de pouvoir (et donc de richesses) se sont tournés vers la violence. Evidemment, ceux qui mènent la violence n'ont pas nécessairement un engagement sérieux pour une répartition plus équitable des ressources, allant au-delà de s'assurer leur part personnelle ; mais ils peuvent profiter d'un sentiment profond d'aliénation par rapport au régime actuel et sa corruption et de frustration face à l'impossibilité de transformer le gouvernement à l'aide des moyens pacifiques, en élisant des personnes prêtes à se battre pour eux.

L'Alliance pour la Démocratie (AD : Alliance for Democracy) ainsi que le All Nigeria People's Party (ANPP) ont demandé que les élections pour l'Assemblée Nationale du 12 avril soient annulées et des nouvelles élections tenues dans l'Etat du Delta, faisant référence aux fraudes et à l'absence même de tentative d'organiser le vote dans quelques régions. La demande a été répétée après les élections de gouverneur. Le candidat pour le poste de gouverneur de l'AD, Great Ogburu, a déclaré que beaucoup de ses partisans ont été arrêtés dans la matinée du 19 avril, le jour des élections de gouverneur et des élections présidentielles, et il a exigé l'annulation des résultats. Le candidat de la All Progressive Grand Alliance (APGA), Prince Ned Nwoko, a déclaré que ses partisans avaient été intimidés par des « voyous » du PDP qui ont agi en complicité avec la police. Le 20 avril, le lendemain des élections, des jeunes armés ont pris

---

<sup>51</sup> Sola Adebayo, "Warri War – The battle in the Creeks, the agonies of victims", *Vanguard*, 30 mars 2003.

d'assaut une station de radio privée à Effurun, juste en dehors de Warri, et l'ont forcée à annoncer la victoire d'Ogburu. Plus tard dans la journée, la radio nationale a annoncé la victoire du gouverneur sortant, Ibori. Seulement quelques jours avant les élections, la Cour d'appel ordonnait la révision du procès dans lequel deux membres du PDP de l'Etat du Delta avaient demandé la disqualification d'Ibori en tant que candidat parce qu'il avait été condamné pour négligence criminelle et abus de confiance en 1995.<sup>52</sup> Le 28 avril, des dirigeants Ijaws ont demandé la suspension des élections de l'assemblée de l'Etat du Delta et des élections locales pour les secteurs de gouvernement local de Warri Nord, Sud et Sud-ouest jusqu'à ce qu'« une solution permanente soit trouvée à la crise de Warri ». Ils ont déclaré qu'« une situation où la minorité Itsekiri serait présidents, vice-présidents et conseillers ainsi que membres de l'assemblée dans tous les secteurs de gouvernement local de Warri ne serait plus acceptée par la majorité Ijaw de Warri. »<sup>53</sup> L'Union Progressive Urhobo (Urhobo Progressive Union) a également demandé que les élections pour l'assemblée de l'Etat du 4 mai soient annulées, en déclarant que « le peuple Urhobo ne peut pas et ne veut pas participer dans des élections qui ne sont qu'une comédie, et qui ne feront que prolonger les injustices des années passées. »<sup>54</sup> L'incertitude jusqu'à la dernière minute pour savoir si les élections auraient effectivement lieu et sur quelle base, a augmenté la probabilité de violences avant les trois jours d'élections en avril et en mai.

Tous les observateurs indépendants nationaux et internationaux qui ont assisté aux élections de 2003 dans l'Etat du Delta étaient d'accord pour dire qu'elles avaient été totalement illégitimes. L'Union Européenne (UE), par exemple, la plus grande délégation internationale aux élections nigérianes, a remarqué des irrégularités sérieuses dans l'Etat du Delta dans les élections présidentielles, de gouverneur, et des assemblées nationales et de l'Etat, parmi lesquelles des intimidations généralisées, des vols d'urnes électorales, des cas de votes multiples, des bureaux de votes qui n'ont pas ouvert du tout, des modifications des résultats, des centaines de votes ajoutés en faveur du parti au pouvoir dans les centres de collecte, le contrôle du processus électoral exercé par le parti au pouvoir, et d'autres abus qui ont fait que « les exigences minimales pour des élections démocratiques n'ont pas été respectées ». L'Etat du Delta faisait partie de ces Etats où l'UE a déclaré que les élections « manquaient de crédibilité et des mesures appropriées doivent être adoptées afin de proposer aux électeurs un processus électoral véritablement démocratique ». <sup>55</sup> Dans Warri Sud et Warri Sud-ouest, les secteurs de gouvernement local les plus affectés par la violence avant les élections, les sites Internet de la Commission Electorale

---

<sup>52</sup> Sola Adebayo, "Armed youths force radio station to announce Ogburu winner in Delta", *Vanguard*, 21 avril 2003; "Saturday polls – Gubernatorial winners", *Vanguard*, 21 avril 2003; "As Appeal Court Upturns Abuja Ruling..." *This Day*, 17 avril 2003.

<sup>53</sup> Sola Adebayo, "Ijaw want assembly, LG polls suspended in Warri LGs", *Vanguard*, 29 avril 2003.

<sup>54</sup> Oma Djebah, Eddy Odivwri, "Govt moves to stop violence in delta", *This Day*, 3 mai 2003.

<sup>55</sup> Les déclarations et le rapport de la mission de l'UE 'European Union Election Observation Mission' sont disponibles sur [www.eueomnigeria.org](http://www.eueomnigeria.org)

Indépendante Nationale se contente de dire que les résultats des élections de gouverneur « ne sont pas disponibles ». <sup>56</sup> Malgré tout cela, dans son entretien avec Human Rights Watch, le gouverneur adjoint de l'Etat du Delta B.S.C Elue a nié qu'il y ait eu des irrégularités dans l'organisation des élections. <sup>57</sup>

Si le gouvernement de l'Etat du Delta n'est pas perçu comme possédant la légitimité démocratique, il y a peu de chances qu'il sera capable de trouver une solution à la crise de violence qui a entouré sa création. Le niveau de fraudes et de violence dans l'Etat du Delta était au-delà de ce qui peut être résolu par des tribunaux électoraux nommés pour décider les disputes concernant les résultats : les élections doivent être tenues de nouveau, en commençant par le processus d'enregistrement dans les registres électoraux, et en prenant en compte les recommandations faites par les différents groupes d'observateurs. Le manque de confiance dans le processus électoral augmente la probabilité que la violence soit employée comme moyen d'allocation de positions gouvernementales.

## V. Le vol de pétrole : « bunkering »

Selon la constitution nigériane, tous les minéraux, le pétrole et le gaz au Nigeria appartiennent au gouvernement fédéral. L'extraction de pétrole en dehors des cadres d'un accord avec le gouvernement fédéral est illégale, ainsi que la possession de pétrole brut par toute personne non autorisée ; des délits spécifiques ont également été créés en relation aux dommages causés aux installations pétrolières (y compris dans l'objectif de détourner le pétrole brut ou des produits pétroliers). <sup>58</sup> Les vols de pétrole brut, appelé localement « bunkering » compte peut être pour 10 pourcent de la production journalière du Nigeria et il s'agit d'une activité fortement organisée. <sup>59</sup> Le gouverneur Ibori a déclaré que jusqu'à 300.000 bpj (ou 15 pourcent de la production) sont perdus à cause de ces activités illégales. <sup>60</sup> Les principales compagnies présentes au Nigeria ont déclaré qu'il s'agit probablement d'une surestimation ; au total dans la région du Delta, le vol de pétrole représente probablement un maximum de 150.000 ou 200.000 bpj. Néanmoins, ces

---

<sup>56</sup> Les résultats des élections peuvent être obtenues sur [www.inecnigeria.org](http://www.inecnigeria.org).

<sup>57</sup> Human Rights Watch entretien, 10 septembre 2003.

<sup>58</sup> Voir "The Niger Delta: No Democratic Dividend", *Human Rights Watch Short Report*, octobre 2002, pp. 27-28.

<sup>59</sup> « Bunkering » (anglais : illegal oil bunkering) est un euphémisme de vol.

<sup>60</sup> Olly Owen, "The Economics of Nigeria's Delta Conflict", *WMRC Daily Analysis*, 5 août 2003 ; "Nigerian Pres, Governors Vow to End Pipeline Vandalism", *Dow Jones Energy Service*, 31 juillet 2003. Pour plus d'informations sur le vol de pétrole brut, voir [www.legaloil.com](http://www.legaloil.com). La production totale du Nigeria selon les quotas décidés par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) est de 2.018 bpj, mais la production réelle varie au-dessus et en dessous de ce chiffre.

chiffres sont également soumis à des fluctuations importantes, en réponse aux efforts périodiques de la police pour contrôler les régions riveraines d'une manière plus efficace.<sup>61</sup> Il y a d'autres voix qui disent que le vol de pétrole est largement sous-estimé, et qu'il s'élève à plus de 250 millions de barils en 2002 (c'est-à-dire plus de 650.000 bpj).<sup>62</sup> Le pétrole volé est vendu aux raffineries au Nigeria, dans les états voisins en Afrique de l'Ouest (parmi lesquels la Côte d'Ivoire et le Cameroun), ou encore plus loin.

Le vol de pétrole conduit à des pertes de milliards de dollars en fonds publics. Ces fonds auraient pu être utilisés pour soutenir des initiatives de réduction de la violence ou de protection des droits humains ; y compris l'entraînement approprié des forces de sécurité, sans mentionner la création d'écoles, hôpitaux et d'autres services essentiels dans les régions riveraines négligées. Il y a aussi un besoin urgent d'améliorer la transparence et l'efficacité de la gestion des dépenses budgétaires du gouvernement, afin de réduire le détournement de fonds vers les mains de personnes privées. Réduire le vol de pétrole ne va pas directement améliorer les pratiques du gouvernement en matière de dépenses publiques, mais le détournement de recettes avant même qu'elles arrivent au gouvernement signifie qu'il n'y a même pas de possibilité pour que ces ressources bénéficient au peuple.

La bataille pour le contrôle des activités de vol de pétrole a également participé à l'augmentation de la violence dans l'Etat du Delta, et aggravé la situation en ce qui concerne les abus des droits humains contre le peuple. Le pétrole est littéralement devenu le combustible de la violence – malgré le fait qu'en principe il devrait être facile de mettre fin aux vols (il est difficile de cacher un pétrolier et facile de tracer son propriétaire). Quelques affrontements dans les criques paraissent n'avoir aucun composant politique, sinon qu'ils sont tout simplement des batailles pour les opportunités de siphonner le pétrole. Dans d'autres cas les motifs sont mixtes.

Le vol de pétrole est effectivement le commerce privé le plus profitable du Nigeria. Le brut volé peut en ce moment être vendu pour environ 15 à 20 dollars U.S sur le marché au comptant, en supposant l'existence d'une remise en cause de l'origine illégitime. Comme il n'y a véritablement pas de coûts en capital – les installations appartiennent au gouvernement du Nigeria et aux compagnies pétrolières – le profit net varie entre 2 à 3 millions de dollars par jour (entre 750 millions et un milliard de dollars par an), en supposant que le pétrole volé monte à 150.000 bpj. Le gouvernement nigérian est largement plus affecté par ce vol que les compagnies pétrolières, puisque la part des recettes de chaque baril de pétrole qui revient au gouvernement est beaucoup plus élevée que celle qui va aux actionnaires privés des joint-ventures qui produisent la plus

---

<sup>61</sup> Kenneth Ehigiator, "Oil smugglers accused of fueling Warri crisis", *Vanguard*, 21 août 2003; lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003. Selon Shell, les vols de pétrole des installations SPDC étaient tombés à 5000 bpd dans la Division de l'ouest et 25.000 au total en octobre 2003.

<sup>62</sup> "Oil Theft – Was Does Obasanjo Know?", *Vanguard*, 29 December 2003.

grande partie du pétrole du Nigeria.<sup>63</sup> Les pertes du gouvernement nigérian à cause du vol de pétrole se chiffrent à entre 750 millions de dollars et 1.5 milliards de dollars par an pour des prix du pétrole qui sont entre dix-neuf et trente dollars par baril, en supposant que les vols représentent environ 150.000 bpj (près de 55 millions de barils par an). Les pertes montent à entre 3.5 et 6.2 millions de dollars par an si les vols de pétrole représentent autant que 250 millions de barils par an. Le gouverneur Ibori a déclaré que les pertes se chiffrent à environ 3.5 milliards de dollars par an.<sup>64</sup>

Le bunkering – répandu dans le delta depuis longtemps – est devenu une opération sophistiquée qui ne requiert plus la coopération du personnel des compagnies pétrolières pour opérer l'équipement des puits ou pour donner y accès – même s'il y a encore des rapports qui indiquent leur participation. Les voleurs exploitent le pétrole directement dans des pipelines en dehors des installations des compagnies pétrolières, et le transfèrent des conduites aux bateaux cachés dans les petites criques couvertes par la forêt de mangroves. Souvent, dans les régions riveraines ainsi qu'à terre, la police et les militaires sont impliqués dans le processus ou payés pour ne pas prendre d'actions contre les voleurs. Les conflits violents qui dégagent les criques de tout autre trafic facilitent le vol de pétrole ; même si la violence qui réduit la production de manière importante réduit aussi la quantité de pétrole siphonné, puisqu'il est beaucoup plus facile de voler le pétrole des grands pipelines après que le pétrole et le gaz y ont été séparés, et pour ce faire les installations des compagnies pétrolières doivent être opérationnelles.

En novembre 2001, le gouvernement fédéral du Nigeria a créé un comité spécial de sécurité des zones de production de pétrole (Special Security Committee on Oil Producing Areas), « pour adresser la situation actuelle dans les régions de production pétrolière qui ont, dans un passé récent, été témoin d'un vandalisme jusqu'ici inconnu contre les pipelines, des perturbations, des enlèvements, de l'extorsion et d'un état d'insécurité générale ». Dans un rapport (qui n'a pas été

---

<sup>63</sup> Sous les termes du "Memorandum of Understanding" de 2002 entre les compagnies pétrolières et le gouvernement nigérian, selon Shell "pour un prix de 19 dollars par baril, le Gouvernement prend 13.78 dollars en taxes, royalties, et fonds propres. Des 5.22 dollars restant, les coûts de production et d'investissements futurs prennent la majorité, et il reste environ 1.22 dollars pouvant être partagés entre les actionnaires privés. [La joint-venture SPDC appartient au gouvernement nigérian à 55 pourcent, Shell 30 pourcent, Total (auparavant Elf) 10 pourcent et Agip 5 pourcent.] Pour un prix de 10 dollars par baril, la part du Gouvernement tombe à 5.12 dollars par baril, alors que la marge à partager entre les actionnaires privés tombe à 88 centimes. Pour un prix de 30 dollars par baril, la part du gouvernement augmente à 24.13 dollars par baril, et la marge partagée par les actionnaires privés augmente à 1.87 dollars." 2002 People and the Environment Annual Report (Lagos : SPDC, 2003), p. 6. Le prix du pétrole tournait autour de 25 -30 dollars U.S. en mars/avril 2003 (au moment où la campagne en Iraq est arrivée à sa fin), quand la production était au plus faible.

<sup>64</sup> "Nigerian oil theft rampant", site web BBC, 1<sup>er</sup> août 2003, citant un entretien de l'émission BBC's Network Africa. Voir aussi "Oil Theft – Overview", Information Paper No.1, [www.legaloil.com](http://www.legaloil.com), octobre 2003, qui donne des chiffres légèrement différents pour le partage des recettes entre le gouvernement et les compagnies. En réalité, le vol de pétrole épuise les réserves en pétrole du Nigeria, et prive ainsi les générations futures des recettes qui autrement reviendraient aux gouvernements en conséquence du développement de ces ressources. Dans le court terme, le Nigeria remplit son quota OPEP tout en pompant aussi 10 pourcent de plus au bénéfice des personnes responsables des vols.

publié) au président Obasanjo en février 2002 le comité a remarqué qu' « une menace importante contre l'industrie pétrolière ... vient des activités d'un 'cartel' ou d'une 'mafia', composé d'individus qui ont du pouvoir et des positions importantes dans la société, et qui sont en tête d'un réseau d'agents qui vole le pétrole brut et des produits finis des pipelines dans la région du Delta du Niger ». <sup>65</sup> Le comité a indiqué qu'une grande partie des groupes de jeunes militants responsables d'interrompre et de détourner la production pétrolière et d'empêcher le trafic libre sur les rivières « pourraient profiter du patronage de quelques militaires retirés ou en service et de personnel de sécurité ». <sup>66</sup>

Malgré le fait que la gravité des problèmes ait été reconnue à ce niveau élevé, il n'y a pas eu d'initiative de la part du gouvernement pour faire des enquêtes sur les bandes organisées responsables du vol de pétrole. Il y a eu quelques saisies des bateaux impliqués. Plus de dix-neuf bateaux utilisés dans le commerce de pétrole siphonné auraient été saisis par l'armée et par la marine cette année jusqu'en juillet – même s'il n'est pas souvent clair quant à ce qui arrive aux cargaisons ensuite. <sup>67</sup> Dans son entretien avec Human Rights Watch, le capitaine Ogunjinmi a déclaré que la marine avait capturé six bateaux depuis qu'il avait pris la commande de la base navale de Warri en avril (en omettant les petites péniches), et qu'ils avaient livré plusieurs dizaines de personnes à la police pour qu'ils soient poursuivis devant la justice. <sup>68</sup> En août, la marine a fait connaître l'arrestation de dix étrangers (parmi eux des Sénégalais, des Burkinabé, des Togolais, des Ivoiriens et des Béninois) et un nombre de Nigériens pour participation dans la contrebande de pétrole, et la saisie de quatre bateaux. Fin octobre, plusieurs bateaux supplémentaires ont été saisis, avec des cargaisons de pétrole rapportées être d'une valeur combinée de plusieurs centaines de millions de dollars. <sup>69</sup> Cependant, peu de poursuites juridiques pour participation dans les vols ont abouti, et ce qui arrive aux cargaisons de pétrole saisies n'est pas toujours clair. En outre, les compagnies pétrolières déclarent qu'elles signalent fréquemment les mouvements de bateaux suspects aux autorités – avec les rivières pratiquement fermées au trafic normal, tout navire qui n'appartient à aucune compagnie pétrolière est probablement impliqué dans les activités illégales – mais aucune action n'a été prise.

Les personnes responsables du trafic illégal tout en haut de l'organisation sont apparemment intouchables. En mai 2003, une nouvelle commission des crimes économiques et financiers (Economic and Financial Crimes Commission) a commencé à fonctionner au niveau fédéral

---

<sup>65</sup> Rapport du Special Security Committee, paragraphe 40.

<sup>66</sup> Ibid, paragraphe 51.

<sup>67</sup> "Niger Delta moving from agitation to rebellion?", IRIN, 8 juillet 2003.

<sup>68</sup> Human Rights Watch, entretien, 10 septembre 2003.

<sup>69</sup> Hector Igbikiowubo, "Government loses \$149b oil revenue to Warri war", *Vanguard*, 26 august 2003; "Nigerian navy arrests Russian, Romanian oil smugglers", AFP, 22 octobre 2003; Kinsley Omnobi, "Navy arrests 7 ships with crude worth \$250m", *Vanguard*, 3 novembre 2003.

dans le but de faire des enquêtes sur différentes variantes de fraude. Le président de la commission a admis qu' « il y a des institutions gouvernementales responsables de prendre le tout [le vol du pétrole brut] en charge ; la vente du produit, la sécurité de la région ». <sup>70</sup> La commission aurait arrêté deux dirigeants de petites compagnies pétrolières nigérianes, mais il n'y a pas encore eu d'accusations officielles. <sup>71</sup> Apparemment le travail de la commission n'est pas lié à un effort parallèle de la part de la police. Le commissaire de la police nigériane responsable des opérations fédérales a simplement déclaré à Human Rights Watch que tout délit signalé à la police ferait l'objet d'une « enquête approfondie », mais il n'a pas pu identifier des initiatives prises pour faire face au vol de pétrole. <sup>72</sup> Le ministre des affaires de police, Broderick Bozimo, dans des entretiens dans les médias, n'a pas non plus présenté de stratégie sérieuse pour conduire des enquêtes et mener devant les tribunaux ceux qui sont responsables des vols de pétrole au plus haut niveau, même s'il a promis de mettre plus de police dans les régions riveraines. <sup>73</sup> Le gouverneur adjoint, Elue, a déclaré à Human Rights Watch que le gouvernement nigérian « commence à identifier les personnes responsables du vol de pétrole parmi les personnes de haut niveau ; les services de renseignements vont les identifier. » <sup>74</sup> Le gouverneur Ibori a accusé les criminels qui ont leur propre armée, ayant affaire aux non-Nigériens. <sup>75</sup> Cependant, selon plusieurs déclarations faites auprès de Human Rights Watch, des individus très proches du gouverneur Ibori sont eux-mêmes impliqués. D'autres personnes citées sont des membres des gouvernements actuels et anciens de l'Etat du Delta et dans d'autres Etats du Delta de Niger, ainsi que des membres du gouvernement fédéral à Abuja. Des protestations par ces mêmes personnes sur le fait qu'elles agissent contre les coupables sont considérées avec scepticisme par ceux qui souffrent le plus de la violence causée par ce commerce.

Dans une mesure apparemment désignée pour adresser le côté de la demande dans l'équation de commerce de pétrole illégal, le gouvernement fédéral a commencé à prendre des actions pour réduire la vente de pétrole aux pays voisins. Le 10 août, le Nigeria a fermé ses frontières avec le Bénin, accusant les autorités béninoises de tourner le dos au trafic illégal de pétrole. Le gouvernement fédéral nigérian a aussi adopté la stratégie de signer des contrats avec des pays voisins de fourniture de produits pétroliers afin d'assurer que le pétrole provienne de fournisseurs légaux. Le 19 août, le Nigeria a signé un accord avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire concernant la fourniture de 30.000 bpj de pétrole brut ; le ministre ivoirien des mines et

---

<sup>70</sup> Daniel Balint-Kurti, "Nigerian anti-fraud tsar targets oil thieves", Reuters, 12 novembre 2003.

<sup>71</sup> Ibid. Voir aussi, "We'll bring the high and mighty to justice – crimes commission boss", *Daily Trust* (Abuja), 9 octobre 2003.

<sup>72</sup> Human Rights Watch, entretien, Commissaire de police Lawrence Alobi, Abuja, 18 septembre 2003.

<sup>73</sup> "Bunkerers are behind the Niger Delta Crisis, says Police Affairs Minister Bozimo", *Vanguard*, 22 septembre 2003.

<sup>74</sup> Human Rights Watch, entretien, 10 septembre 2003.

<sup>75</sup> Austin Ogwuda, "Warri: Governor blames crisis on oil syndicate", *Vanguard*, 26 août 2003.



de l'énergie, Monnet Léon Emmanuel, a admis qu'une grande partie du pétrole brut livré à son pays était volé du Nigeria.<sup>76</sup> En novembre 2003, le président Obasanjo a annoncé que le gouvernement nigérian publierait des budgets, des rapports de collecte de recettes et d'autres statistiques en accordance avec la campagne internationale «Publish What You Pay» et l'initiative du gouvernement britannique «Extrative Industries Transparency Initiative».<sup>77</sup> La transparence accrue devrait contribuer à assurer la gestion correcte de recettes officielles du gouvernement ainsi qu'à mesurer l'ampleur du vol de pétrole brut.

En juin 2003, Shell a proposé la certification des exportations de pétrole basée sur les empreintes digitales chimiques du pétrole brut afin empêcher la vente du pétrole volé sur le marché ouvert.<sup>78</sup> Les compagnies pétrolières présentes au Nigeria ont développé cette technologie afin de pouvoir tracer le pétrole aux stations de pompages individuelles et mêmes aux puits individuels, ce qui veut dire que si un navire est arrêté et s'il contient du pétrole qui ne paraît pas avoir de source légitime, un échantillon peut être prélevé et son lieu d'origine déterminé. En théorie, s'il n'y a pas d'attestation de la vente de pétrole de cette source au propriétaire ou opérateur du navire en question, le gouvernement nigérian pourrait confisquer le pétrole si le navire est arrêté en eaux nigérianes. Il devrait aussi être possible d'exiger de ceux qui achètent du pétrole, comme les raffineries, qu'ils vérifient la provenance du brut qu'ils achètent. In principe, de cette manière il serait possible de créer un système de traces écrites pour le pétrole brut similaire à celui qui a été établi pour les diamants bruts par le processus Kimberley, qui a pour objectif d'empêcher le commerce de «diamants de conflit» des zones de guerre africaines.<sup>79</sup> Même si un tel système ne parviendrait pas à mettre complètement fin à la vente de pétrole volé, cela signifierait au moins que le pétrole brut devrait être vendu avec une remise plus grande au comptant sur le marché international, et ainsi les profits, et avec eux les motivations pour s'engager dans des combats violents, diminueraient.

---

<sup>76</sup> Vincent Nwanma, "Nigeria Shuts Border with Benin to Stop Oil Smuggling", *Dow Jones Energy Service*, 13 août 2003; Vincent Nwanma, "Nigeria, Ivory Coast Supply Deal to Help Stop Piracy", *Dow Jones Energy Service*, 20 août 2003.

<sup>77</sup> See text of President Obasanjo's speech, "Nigeria: From Pond of Corruption to Island of Integrity", 7 novembre 2003, disponible sur [www.transparency.org](http://www.transparency.org). Voir aussi [www.publishwhatyoupay.org](http://www.publishwhatyoupay.org) et [www.dfid.gov.uk](http://www.dfid.gov.uk).

<sup>78</sup> Voir "Fingerprinting oil", Informations Paper no. 2, novembre 2003, [www.legaloil.com](http://www.legaloil.com), pour une description des empreintes digitale chimiques du pétrole.

<sup>79</sup> Voir [www.kimberleyprocess.com](http://www.kimberleyprocess.com)

## VI. Les forces de sécurité

Plusieurs milliers de soldats et marins sont déployés en permanence dans l'Etat du Delta, et ils opèrent à partir des baraques David Ejoor à Efferun et de la base navale de Warri. Parmi leurs devoirs principaux, il y a la protection des installations pétrolières, considérée par le gouvernement nigérian comme une priorité de sécurité nationale. Suite à l'affrontement qui a eu lieu le 12 mars et qui a déclenché les plus importantes violences de 2003, le gouvernement a déployé des centaines de soldats supplémentaires, des marins et des policiers mobiles dans la ville de Warri et dans les criques autour de Warri. En août, le gouvernement fédéral a établi une nouvelle force de sécurité dans l'Etat du Delta – avec la participation de l'armée, de la marine, des forces aériennes et des unités de police mobile – connue sous le nom d' « Operation Restore Hope ». A la mi-septembre, quand le contrôle de l'opération a été transféré du brigadier-chef Elias Zamani au chef de personnel de défense général Alexander Ogomudi, les unités militaires avaient commencé à être déployées dans les facilités pétrolières dans les régions riveraines.

Des forces de sécurité du gouvernement nigérian de différents types sont déployées avec pour mission de protéger les facilités de toutes les compagnies pétrolières qui opèrent au Nigeria, et cette sécurité est augmentée dans les périodes de violence comme dans l'Etat du Delta en 2003. Les compagnies pétrolières participent aux coûts d'entretien quand elles sont déployées aux installations pétrolières, mais elles restent sous la commande et le contrôle du gouvernement nigérian. Dans le cas de SPDC, par exemple, environ 400 policiers « surnuméraires » non armés, dont les salaires sont payés par les compagnies pétrolières, sont déployés dans la division de l'Ouest de la compagnie (qui comprend l'Etat du Delta), ainsi qu'environ 265 maîtres-chiens armés et policiers mobiles. Dans des opérations normales, environ cent militaires de l'armée ou de la marine sont déployés aux installations pétrolières de SPDC désignées comme étant d'importance de sécurité nationale (comme par exemple les principaux ports de départ) ; mais depuis octobre 2003 environ 350 soldats de l'opération Restore Hope étaient déployés sur, ou près, des installations principales de SPDC dans les régions marécageuses.<sup>80</sup>

L'officier en commandement du 7<sup>e</sup> bataillon, basé à Effurun, le lieutenant-colonel Gar Dogo, n'a pas voulu dire à Human Rights Watch combien de soldats étaient déployés dans l'Etat du Delta, mais des rapports de presse indiquent qu'il peut s'agir d'environ 2.000 soldats, assistés par 900 policiers mobiles.<sup>81</sup> L'officier en commandement de la marine, le capitaine Olufemi Ogunjimini, a déclaré à Human Rights Watch qu'il y avait 800 marins basés à la base navale de Warri et dans les

---

<sup>80</sup> Lettre de SPDC à Human Rights Watch, 17 octobre 2003. Chevron Texaco n'a pas voulu répondre officiellement à Human Rights Watch sur ce point (lettre du CNL à Human Rights Watch, 4 novembre 2003) et EPNL n'avait pas répondu aux questions de Human Rights Watch avant que ce rapport soit imprimé.

<sup>81</sup> Abraham Ogbodo, "Delta Govt Spends ? 200m Monthly to Keep Soldiers in Warri", *Guardian*, 14 septembre 2003.

criques. Quelques-uns d'entre eux étaient déployés sur les installations pétrolières pour assurer la « sécurité stationnaire », d'autres patrouillaient. La marine se serait récemment dotée de deux hélicoptères pour surveiller les criques.<sup>82</sup>

Bien que les coûts infligés au gouvernement nigérian à cause de ce déploiement soient importants, les dépenses additionnelles profitent aux individus dans le gouvernement en général et aux forces de sécurité en particulier. En septembre 2003, un fonctionnaire de l'Etat du Delta a indiqué que les coûts supplémentaires supportés par l'Etat du Delta pour le déploiement de la force de sécurité en réponse à la crise s'élevait autour de ? 200 millions (1.43 millions de dollars U.S) par mois.<sup>83</sup> Les gouverneurs sont responsables de la sécurité dans leur état, et la manière dont cet argent est dépensé est donc largement laissée à la discrétion du gouverneur Ibori. Les soldats, policiers et marins déployés profitent aussi de leurs devoirs de combat ; ils perçoivent des salaires sensiblement augmentés lorsqu'ils sont de service actif.<sup>84</sup> Afin de pouvoir opérer, les personnes impliquées dans le trafic illégal du pétrole doivent aussi acheter ceux qui sont censés les arrêter pour qu'ils tournent le dos ; des officiers supérieurs de l'armée, de la marine et de la police profitent ainsi aussi du vol de pétrole.

Alors que le déploiement de forces de sécurité supplémentaires, y compris les troupes de l'armée et de la marine, a contribué dans quelques cas à la restauration de l'ordre, trop souvent ils n'ont pas réussi à offrir une protection réelle aux civils menacés par les milices armées ethno-politiques, ou par les pirates de mer, qui se sont engagés dans les vols armés pour des raisons purement criminelles. Les résidents de la communauté Itsekiri de Koko, ainsi que ceux du domaine Urhobo d'Okumagba à Warri, ont raconté à Human Rights Watch comment les soldats soit se sont enfuis au premier signe de problème soit étaient retirés de manière mystérieuse immédiatement avant une attaque par la milice ethnique opposée. Dans les deux cas, ils ont affirmé que le groupe attaquant, qu'il soit Ijaw ou Itsekiri, avait payé les soldats pour qu'ils s'en aillent et donné carte blanche aux agresseurs. Cependant, les dirigeants Ijaws accusent les forces de sécurité de ne pas être impartiales et de donner un soutien tacite ou même actif aux milices Itsekiris. Les Itsekiris, les Urhobos et les Ijaws considèrent tous l'échec des forces de sécurité de les protéger comme un manquement criminel et les accusent de ne pas être impartiales. Par exemple, un résident de Koko a déclaré à Human Rights Watch :

---

<sup>82</sup> Muyiwa Odu, "Illegal bunkering: navy arrests 2 ships, 15 ex patriates", *Daily Champion* (Lagos), 2 septembre 2003.

<sup>83</sup> Abraham Ogbodo, "Delta Govt Spends ? 200m Monthly to Keep Soldiers in Warri", *Guardian*, 14 septembre 2003.

<sup>84</sup> Selon les chiffres cités à Human Rights Watch le supplément est de l'ordre de ? 30.000 (215 dollars U.S) par mois, mais nous n'avons pas pu vérifier ce montant avec les autorités.

« Le gouverneur de l'État devrait résigner, parce qu'il a manqué à son obligation de nous protéger. Nous pensons qu'il a aussi joué un rôle dans le combat, parce qu'il a vu ce qui est arrivé en 1997 [quand Koko a également été attaqué pendant la première « Crise de Warri »] mais il n'a rien fait pour l'arrêter. Il soutient les Ijaws. Je préfère définir ceci comme n'étant pas une crise : ceci est une guerre. »<sup>85</sup>

L'armée et la marine ont vigoureusement nié toute suggestion de parti pris dans leurs opérations.

Comme pendant des déploiements passés, les forces de sécurité ont elles-mêmes été responsables d'abus graves. En 1999, l'armée nigériane a complètement détruit la ville d'Odi, dans l'État de Bayelsa, tuant des centaines de personnes, suite aux meurtres d'une dizaine de policiers commis par des jeunes dans la ville. En 2001, des soldats ont tué plus de 200 civils non armés dans plusieurs villes et villages de l'État de Benue, dans le centre est du Nigeria.<sup>86</sup> Aucun soldat n'a été arrêté, poursuivi ou soumis à des mesures de discipline pour ces massacres, à la connaissance de Human Rights Watch. Des soldats et des policiers mobiles déployés partout au Nigeria, en particulier dans des situations d'urgence, extorquent systématiquement de l'argent aux voitures passantes, aux véhicules de commerce et aux chauffeurs de mototaxis (okadas). Souvent, ils battent ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas payer, ou ils les forcent à faire des sauts de grenouille ou d'autres activités humiliantes. Ces pratiques sont mises en œuvre ouvertement, sans efforts de les cacher des journalistes passants ou des représentants des organisations de protection des droits humains. Occasionnellement, ceux qui ne payent pas sont tout simplement tués. Les mêmes choses arrivent dans les criques dans les forêts de mangroves.

Il y a aussi eu d'autres abus beaucoup plus graves dans l'État du Delta. Human Rights Watch a interrogé des témoins qui ont décrit comment, le dimanche 2 février 2003, des soldats sous commande d'un major ont mis feu à l'Hôtel Idama à Warri, appartenant au dirigeant Urhobo du PDP Chief Okumagba, dans les émeutes liées aux élections primaires du PDP.<sup>87</sup> Les soldats ont fustigé le personnel de l'hôtel, et un employé est resté en détention pendant cinq jours. L'attaque a eu lieu malgré le fait que vingt policiers mobiles avaient logé dans l'hôtel pendant plusieurs années et étaient présents au moment des faits. Même si l'attaque a été signalée à la police, aucune action n'a été prise. En août 2003, trois policiers mobiles ont été arrêtés par l'armée, accusés d'avoir vendu des armes à une des milices ethniques, et aussi de s'être battus avec elle,

---

<sup>85</sup> Human Rights Watch, entretien, 8 septembre 2003.

<sup>86</sup> Voir les rapports de Human Rights Watch: "The Destruction of Odi and Rape in Choba", décembre 1999, et "Military Revenge in Benue: A Population Under Attack", avril 2002. Sur Odi, voir *A Blanket of Silence: Images of the Odi Genocide* (Port Harcourt: Environmental Rights Action, 2002). Sur les violations dans le delta, voir aussi, *The Price of Oil*; "Crackdown In the Niger Delta", *A Human Rights Watch Short Report*, mai 1999; "Update on Human Rights Violations in the Niger Delta", décembre 2000; et "The Niger Delta: No Democratic Dividend", *A Human Rights Watch Short Report*, octobre 2002. Tous disponibles sur [www.hrw.org/africa/nigeria.php](http://www.hrw.org/africa/nigeria.php).

<sup>87</sup> Human Rights Watch, entretiens, 12 septembre 2003.

mais ils ont été innocentés suite à une enquête interne.<sup>88</sup> Ce sont des accusations sérieuses qui méritent une enquête urgente par les autorités appropriées, ce qui inclut non seulement les enquêtes internes de l'armée ou de la marine, mais aussi des enquêtes de la police civile, et par une enquête judiciaire publique dans la crise de Warri. Contrairement à ce qui s'est passé avec les enquêtes précédentes, le rapport d'une telle enquête indépendante devrait être public, et les recommandations devraient être implémentées.

En 2003, le gouvernement américain a livré à la marine nigériane trois (au total il y en aura cinq) navires de la gendarmerie maritime, des bateaux à fond plat de 180 pieds datant de la deuxième guerre mondiale, non armés au moment du transfert. La donation de ces bateaux était prévue depuis 2001, et selon l'ambassade américaine elle n'était pas liée à la crise dans l'Etat du Delta. Deux des bateaux ont été transférés à la base navale de Warri, et ont été équipés de quelques armes, mais ils n'ont apparemment pas été déployés dans les régions riveraines. L'ambassade américaine a déclaré à Human Rights Watch qu'il n'y avait aucun fondement aux rapports de la presse nigériane déclarant que des marines américaines seraient déployés dans des installations pétrolières dans le Delta du Niger.

## VII. Les armes légères

Les milices qui opèrent dans l'Etat du Delta – Ijaws, Itsekiris et Urhobos – sont bien équipées en armes. Parmi les armes utilisées, il y a des fusils automatiques et semi-automatiques, des fusils de chasse, des mitrailleuses et des roquettes lancées de l'épaule (connu sous le nom de « bazookas »), ainsi que des armes plus traditionnelles comme les harpons de pêche et les coutelas utilisés dans l'agriculture.<sup>89</sup> Ces armes sont facilement achetées à Warri pour des prix qui selon une enquête vont de ? 80.000 (570 dollars U.S) pour un fusil de chasse ou ? 120.000 (850 dollars) pour un fusil Kalachnikov, et jusqu'à ? 300.000 (2.150 dollars) pour un bazooka.<sup>90</sup> Alors que Human Rights Watch n'a pas pu faire d'enquêtes sur les flux d'armes vers l'Etat du Delta,

---

<sup>88</sup> Sunny Ogefere, "Police clear officers over alleged arms deals in Warri crisis", *Guardian*, 27 août 2003; Austin Ogwuda, "Police Commissioner clears men of complicity in Warri crisis", *Vanguard*, 27 août 2003.

<sup>89</sup> Il y a peut-être un million d'armes légères au Nigeria; voir *Small Arms Survey 2003*, (Small Arms Survey/Oxford University Press, 2003), chapitre 2.

<sup>90</sup> Joel Bisina, "Reducing Small Arms, Increasing Safety, Security and Minimizing Conflicts in the Niger Delta Region", article présenté pour une table ronde organisée par African Strategic and Peace Research Group (Afstrag), Benin City, Nigeria, juin 2003. Ces prix sont étonnamment élevés, un autre article récent suggère qu'un fusil Kalachnikov était disponible au Nigeria pour environ ? 50.000 (350 dollars) en 2001. Adedeji Ebo, "The Political Economy of Illicit Small Arms Proliferation in Nigeria : Issues for a Human Security Agenda", article présenté pour la International Network on Small Arms (IANSA) Week of Action, Nigerian Defence Academy, Kaduna, juin 2003. Le taux de change utilisé est de ? 140 pour un dollar américain, le taux sur le marché parallèle en mars 2003.

parmi les sources immédiates d'armes qui nous ont été signalées, il y a des armes distribuées aux voyous engagés par les hommes politiques – entre autres par le Gouverneur Ibori – pour intimider leurs opposants pendant les campagnes électorales, ou aux jeunes engagés pour protéger les opérations de bunkering du pétrole. Des hommes politiques auraient payé jusqu'à ? 10.000 (70 dollars) aux jeunes pour participer dans des attaques et des actes d'intimidation d'opposants politiques. Des sommes équivalentes sont apparemment déboursées aux jeunes pour qu'ils protègent les activités illégales. Parmi les personnes engagées on trouve des anciens policiers et des soldats ou marins. L'origine des armes n'est pas aussi claire, mais une grande partie provient probablement d'autres régions en Afrique où il y a des conflits violents. Des navires transportant des armes les auraient déchargées dans la ville de Warri et à Barry, dans l'Etat de Rivers, ainsi que dans d'autres endroits. En 2002, les services de douane nigériens ont rapporté avoir intercepté des armes légères et de la munition pour une valeur supérieure à ? 4.3 milliards (30 millions de dollars) dans des postes frontaliers pendant les six premiers mois de l'année.<sup>91</sup> Les flux trans-frontaliers d'armes en Afrique de l'ouest sont contraires au moratoire sur les armes légères de 1998 adopté par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), selon lequel les Etats de la sous-région se sont engagés à ne pas importer, exporter ou fabriquer des armes portatives ou armes légères. En plus d'importer des armes, les militants armés volent (comme à Koko) ou achètent des armes légères des soldats gouvernementaux et des marins. Parfois des membres des forces de sécurité paraissent être des trafiquants d'armes eux-mêmes. Quelques armes légères sont fabriquées au Nigeria même, en particulier dans les zones du Sud-est, y compris Aba et Awka.<sup>92</sup>

La prolifération des armes dans le delta (et ailleurs au Nigeria) a considérablement augmenté le nombre de victimes de la violence, et a rendu beaucoup plus difficile la recherche d'une solution pacifique aux problèmes politiques en question. En juin 2003, une coalition d'organisations non gouvernementales dans le delta a lancé une campagne appelée « Mop up the Arms ». <sup>93</sup> Le Nigeria a signé le moratoire de la CEDEAO, et en mai 2001 le président Obasanjo a créé un comité national pour son implémentation. Cependant les actions réelles restent limitées. En septembre 2003, le gouvernement fédéral a annoncé une politique de « remise d'armes » afin de récupérer des armes employées par les milices ethniques dans le Delta du Niger. Quelques fusils ont été remis par des gestes symboliques, mais il ne semble pas qu'il existe une stratégie réelle et efficace pour récupérer les armes. Tout processus qui a pour objectif de résoudre la crise doit inclure un programme de désarmement et de démobilisation des milices ethniques, ainsi que la création d'activités alternatives légitimes génératrices de revenus ou d'autres projets de développement communautaire pour les communautés affectées. Des simples raids d'armes organisés par les

---

<sup>91</sup> "Focus on the dangers of cross-border crime", IRIN, 30 octobre 2002.

<sup>92</sup> Human Rights Watch, entretiens, Warri, septembre 2003.

<sup>93</sup> Voir "Focus on efforts to remove small arms from the Niger Delta", IRIN, 13 octobre 2003.

forces gouvernementales dans les villages ne réussiraient probablement pas en termes de récupération d'armes, et il y a des grandes chances pour qu'ils conduisent à des abus contre les civils, et que dans le long terme ils soient contre productifs en ce qu'ils accentueraient l'aliénation de gens ordinaires par rapport aux forces gouvernementales. Les conflits ailleurs dans le pays qui ont été documentés par Human Rights Watch, suggèrent que les stratégies de récupération d'armes doivent être développées au niveau national.<sup>94</sup>

## VIII. Conclusion

La crise de Warri est en beaucoup d'égards un exemple classique d'une « guerre de ressources ». Beaucoup de personnes de tous les camps considèrent qu'il s'agit en effet d'une guerre ; et le niveau d'armes déployées par les différents groupes militants indique une intensification inquiétante de la violence. Les solutions de la crise doivent prendre en compte la distribution équitable et le détournement illégal des ressources : par des tentatives de renforcer la légitimité démocratique et la responsabilité du gouvernement (y compris l'organisation de nouvelles élections dans l'Etat du Delta et des mesures contre la corruption) et également en barrant les possibilités de vol du pétrole brut et la vente du pétrole volé sur le marché.

Le gouvernement nigérian, au niveau étatique comme au niveau fédéral, a manqué à son obligation d'intervenir d'une manière qui prend en compte la complexité des problèmes de l'Etat du Delta, en mettant l'accent uniquement sur les interventions des forces de sécurité et les réunions pro forma avec les élites qui n'ont pas donné de résultats concrets. Il y a une tendance de la part des hommes politiques à mettre la violence uniquement sur le dos des criminels responsables du vol de pétrole, sans reconnaître qu'un grand nombre de ceux qui dirigent les activités de vol de pétrole seraient en effet membres du gouvernement. En plus, il n'est pas reconnu officiellement que la corruption, la mauvaise gestion et la discrimination dans les dépenses publiques signifient que la compétition pour les positions politiques – en particulier au moment des élections – conduisent également à la violence, ce qui à son tour sape la légitimité de ceux qui détiennent ces mêmes positions. Le gouvernement doit tenter d'analyser les multiples sources de conflit dans le Delta du Niger et ailleurs, ainsi que les acteurs qui ont un rôle de jouer pour y mettre fin ; et inclure à la fois la société civile et la communauté internationale dans les efforts afin de trouver des solutions durables.

---

<sup>94</sup> Voir, par exemple, les rapports suivants de Human Rights Watch: "The 'Miss World Riots': Continued Impunity for Killings in Kaduna", juillet 2003, "Testing Democracy: Political Violence in Nigeria", avril 2003; "The O'odua People's Congress: Fighting Violence With Violence", février 2003.

Bien qu'il y ait un grand besoin d'une sécurité renforcée dans le Delta du Niger, et en particulier dans l'Etat du Delta, les opérations de sécurité et les déploiements de police ne peuvent réussir à moins d'être impartiaux et de ne pas conduire à une augmentation des violations des droits humains. Etant donné la difficulté de conduire des opérations de police dans le delta, les efforts gouvernementaux pour mettre fin à la violence doivent recevoir le soutien des habitants. Mais bien qu'il y ait un mécontentement général en ce qui concerne l'impunité envers ceux qui sont responsables de la violence, le soutien public pour les actions du gouvernement demandera une certaine professionnalité de la part des forces de sécurité qu'on n'a jusqu'ici pas encore vue.

Comme dans chaque éclatement de violence ethno-politique au Nigeria, l'impunité est une cause principale de la continuation du conflit. Il y a un besoin urgent de mettre fin à l'impunité des milices ethniques et de leurs dirigeants, de ceux qui sont en charge du vol de pétrole, et des forces de sécurité quand elles sont elles-mêmes responsables d'abus. Depuis le premier éclatement de violence sérieuse en 1997, il n'y pas eu d'investigations crédibles sur la responsabilité des meurtres et d'autres crimes, et il y a eu peu d'arrestations ou de poursuites juridiques. Plusieurs commissions d'enquête créées par le gouvernement et d'autres exercices similaires n'ont pas conduit à des actions contre ceux qui seraient responsables de la violence. Les auteurs des meurtres comptent sur le fait qu'ils peuvent les commettre en toute impunité.

La crise de Warri n'est pas nécessairement représentative du delta entier ; bien que beaucoup des problèmes liés à la gestion des recettes pétrolières (légales ou illégales) se posent partout dans le delta, la dynamique politique particulière de l'Etat du Delta, basée sur le conflit entre les trois ethnies dans les secteurs de gouvernement local de Warri, a conféré au conflit de pétrole une urgence accrue. La situation dans l'Etat du Delta est néanmoins un avertissement de ce qui peut arriver dans les autres communautés productrices de pétrole à moins que les causes sous-jacentes de la violence soient adressées. La crise de l'Etat du Delta pourrait elle-même s'aggraver au moment des prochaines élections étatiques et fédérales prévues pour 2007, et au moment des élections locales, faute de prendre des actions pour l'éviter.



## IX. Recommandations

### ***Aux gouvernements du Nigeria et de l'Etat du Delta***

- Identifier et mener devant la justice, en respectant les normes internationales, ceux qui sont responsables d'organiser la violence dans l'Etat du Delta, ainsi que ceux qui ont commis les meurtres. Lancer des enquêtes approfondies, rapides et impartiales sur le comportement des forces de sécurité au cours de la violence en 2003 et pendant les éclatements passés de violence dans l'Etat du Delta, se concentrant en particulier sur les accusations de partialité des forces de sécurité et les abus commis dans tous les camps, rendre publics les résultats des enquêtes et mener devant la justice ceux qui sont impliqués dans ces abus.
- Mettre en place une stratégie intégrée pour faire des enquêtes sur les activités de vol de pétrole, jusqu'au niveau le plus élevé et pour assurer que ces enquêtes et les arrestations et poursuites ne sont pas teintées par des considérations politiques.
- Assurer que toutes les communautés de l'Etat du Delta, sans égard à l'ethnicité, reçoivent la protection des forces de sécurité. Le déploiement de sécurité supplémentaire, en particulier aux régions riveraines, ne peut aider à trouver une solution à moins que les forces de sécurité agissent d'une manière professionnelle et impartiale, sans se rendre responsables elles-mêmes de violations des droits humains.
- Prendre des mesures pour reorganiser les élections fédérales et étatiques de l'Etat du Delta (et dans les autres états où les observateurs nationaux et internationaux ont considéré que les irrégularités étaient telles qu'on ne pouvait pas dire que de véritables élections avaient eu lieu) en assurant que les nouvelles élections respectent les normes internationales. Pour toutes les élections, le gouvernement devrait mettre en place les réformes proposées par les équipes d'observateurs qui ont suivi les élections de 1999 et 2003. Entre autre, la loi électorale devrait être réformée, l'indépendance de l'INEC garantie, le rôle des commissions électorales étatiques clarifié et les capacités de l'administration électorale renforcées. Un système permanent de registres électoraux devrait être mis en place, et des systèmes améliorés de délimitation de secteurs et circonscriptions électorales devraient être établis.
- Afin d'assurer, entre autre, que la compétition pour les ressources gouvernementales ne contribue pas à la violence ethnique, en particulier au moment des élections, mettre en place un contrôle approprié sur les dépenses fédérales et étatiques – en consultation avec la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et d'autres agences internationales – afin d'assurer que les budgets sont suffisamment contrôlés, les dépenses hors budget éliminées et les ressources gouvernementales allouées d'une manière non discriminatoire.

- Fournir l'aide humanitaire aux individus dont les maisons ou les moyens d'existence ont été détruits au cours de la violence.
- Intensifier et encourager les initiatives de résolution de disputes et d'autres mesures dirigées vers la prévention de violence supplémentaire, entre autre en prenant des dispositions pour négocier des solutions aux disputes politiques sous-jacentes à la violence, et en soutenant les initiatives venant d'en bas de la société civile et des dirigeants afin de créer des dialogues et de la coopération entre les communautés Ijaws, Itsekiris et Urhobos. Dans les tentatives de résoudre la crise, prendre en compte les conclusions des enquêtes et études faites sur les affrontements de 1997 et 1999. Des efforts particuliers devraient être déployés pour écouter les doléances et les propositions des différentes communautés affectées par la crise.
- Renforcer le contrôle des armes appartenant au gouvernement afin d'assurer qu'elles ne puissent être détournées dans des mains privées. Empêcher l'afflux d'armes vers le delta, entre autre en améliorant la sécurité frontalière. Apprendre des expériences des autres pays africains, et développer un programme de désarmement des milices qui opèrent dans le delta qui n'est pas basé sur des raids indiscriminés dans les communautés dans lesquelles elles sont soupçonnées de vivre. Insister sur le renforcement du moratoire de la CEDEAO sur les armes légères et sa mise en application, qui devrait être élargi pour comprendre toutes les catégories d'armes, développé dans le sans d'un mécanisme d'échange d'information, et rendue obligatoire.
- Etudier les possibilités de certification du pétrole comme un moyen de réduire l'importance du vol de pétrole dans l'alimentation de la violence, en réduisant les bénéfices qui peuvent être tirés de la vente illégale du pétrole.

### ***Aux gouvernements étrangers, organisations internationales et compagnies pétrolières***

- Insister auprès du gouvernement nigérian au niveau étatique et fédéral pour qu'il cherche des solutions pacifiques aux problèmes politiques soulevés par les différentes parties dans la crise de Warri et qu'il assure que tous les Nigériens reçoivent une protection égale de la loi.
- Insister auprès du gouvernement nigérian et auprès des officiers des forces de sécurité pour qu'ils assurent que dans les futurs incidents d'agitation les membres des forces de sécurité déployées pour arrêter la violence s'abstiennent de l'usage excessif de violence, des exécutions extrajudiciaires et d'autres violations des droits humains.
- Financer la surveillance nationale et internationale des élections futures, et fonder les réponses diplomatiques aux élections sur les conclusions des observateurs. Insister auprès du

gouvernement nigérian pour qu'il organise de nouvelles élections dans l'Etat du Delta et dans d'autres états ou les normes internationales n'ont pas été respectées.

- Soutenir les initiatives nationales et locales de solution des disputes qui ont pour objectif de désamorcer les tensions intercommunales dans l'Etat du Delta et ailleurs, et insister auprès des gouvernements national et étatique de faire du même.
- Financer les initiatives des groupes de droits humains indépendants de faire des documentations approfondies et impartiales des violations des droits humains commis au cours de la violence dans l'Etat du Delta et insister auprès du gouvernement pour qu'il prenne des actions afin de poursuivre juridiquement les responsables et fournir une protection égale à tous les groupes ethniques de l'Etat.
- Financer l'aide humanitaire pour les personnes affectées par le conflit dans l'Etat du Delta et ailleurs au Nigeria.
- Les gouvernements qui fournissent de l'entraînement, des armes ou d'autres équipements militaires à l'armée nigériane devraient suspendre cette assistance jusqu'à ce que le gouvernement nigérian fasse preuve de son engagement à mettre fin à l'impunité qui protège encore l'armée, comme au minimum mener devant la justice ceux qui sont responsables des meurtres et destructions dans l'Etat de Benue en 2001 et à Odi dans l'Etat de Bayelsa en 1999.
- Etudier, en tant qu'une des initiatives qui permettraient d'augmenter la transparence de l'exploitation des ressources primaires, les possibilités de certification du pétrole comme un moyen de réduire l'importance du vol de pétrole alimentant la violence.

## Remerciements

Ce rapport a été écrit par Bronwen Manby, directrice adjointe de la Division Afrique de Human Rights Watch. Il a été édité par Iain Levine, directeur des programmes de Human Rights Watch, et révisé par Arvind Ganesan, directeur du programme Affaires et Droits humains et Lisa Misol, chercheuse dans la Division Armes. Floriane Begasse et Jeff Scott, associés dans la Division Afrique, Andrea Holley, directrice de publications, et Veronica Matushaj, éditrice de photo et directrice adjointe des Services créatifs ont fourni une assistance technique à la production. Tonje Ruud a assuré la traduction de ce rapport en français.

Human Rights Watch voudrait remercier la fondation John D. et Catherine T. MacArthur et Stichting Doen pour financer ses recherches au Nigeria, et tous ceux à Warri qui nous ont aidés dans nos recherches.